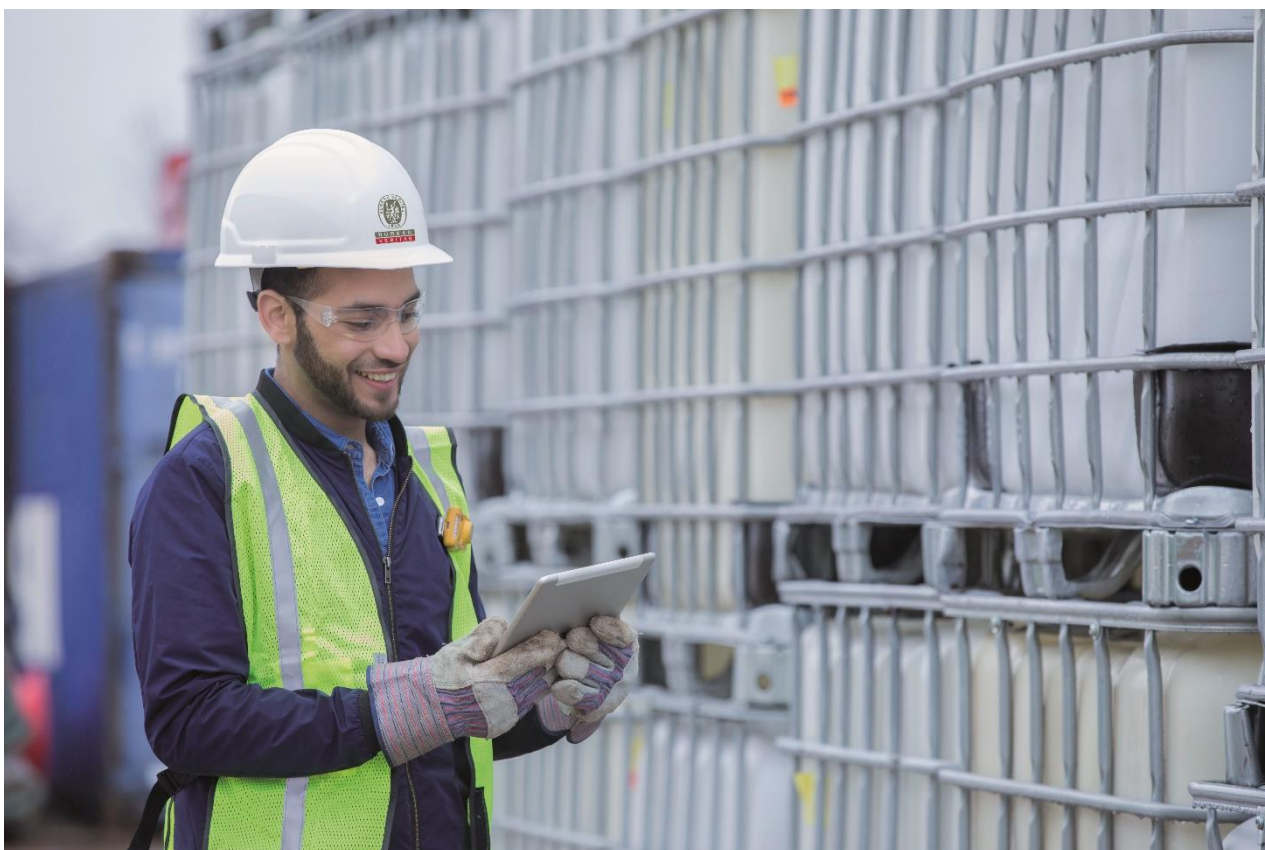


RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

2021

Le présent rapport financier semestriel est établi conformément au III de l'article L.451-1-2 du code monétaire et financier. Il comprend un rapport semestriel d'activité pour la période allant du 1^{er} janvier 2021 au 30 juin 2021, les comptes consolidés du Groupe Bureau Veritas au 30 juin 2021, le rapport des Commissaires aux comptes et la déclaration des personnes responsables du document.



**BUREAU
VERITAS**

Sommaire

1.	RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ AU 30 JUIN 2021	3
1.1.	Note préliminaire	3
1.2.	Faits marquants du premier semestre 2021	3
1.2.1.	Forte croissance organique du chiffre d'affaires au premier semestre, tirée par le rebond enregistré au deuxième trimestre	3
1.2.2.	Reprise des opérations de fusions-acquisitions (M&A) de façon disciplinée en 2021	4
1.2.3.	Indexation des conditions financières du crédit syndiqué sur des indicateurs Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance (ESG)	5
1.2.4.	Une situation financière solide	6
1.2.5.	Les actionnaires de Bureau Veritas approuvent la distribution de dividende au titre de l'exercice 2020	6
1.3.	Evolution de l'activité et des résultats	7
1.3.1.	Chiffre d'affaires	7
1.3.2.	Résultat opérationnel	8
1.3.3.	Résultat opérationnel ajusté	8
1.3.4.	Résultat financier	10
1.3.5.	Impôt sur les résultats	10
1.3.6.	Résultat net part du Groupe	11
1.3.7.	Résultat net ajusté part du Groupe	11
1.3.8.	Résultats par Activité	12
1.4.	Flux de trésorerie et financement	21
1.4.1.	Flux de trésorerie	21
1.4.2.	Financement	25
1.5.	Description des principaux risques et incertitudes pour les 6 mois restants de l'exercice	30
1.6.	Transactions entre parties liées	31
1.7.	Perspectives	32
1.8.	Evènement postérieur à la clôture	32
1.9.	Définitions et rapprochement des indicateurs alternatifs de performance avec les indicateurs IFRS	33
1.9.1.	Croissance	33
1.9.2.	Résultat opérationnel ajusté et marge opérationnelle ajustée	34
1.9.3.	Taux effectif d'impôt ajusté	35
1.9.4.	Résultat net ajusté	35
1.9.5.	Flux de trésorerie disponible	36
1.9.6.	Endettement financier	36
1.9.7.	EBITDA consolidé	37
1.10.	Stratégie RSE à horizon 2025 et Indicateurs extra-financiers	37
2.	ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS AU 30 JUIN 2021	39
2.1.	États financiers consolidés semestriels	39
	Compte de résultat consolidé semestriel	39
	Résultat global consolidé semestriel	40
	État de la situation financière consolidée semestrielle	41
	Tableau de variation des capitaux propres consolidés semestriels	42
	Tableau consolidé semestriel des flux de trésorerie	43
2.2.	Notes aux états financiers consolidés semestriels résumés	44
	Note 1 Informations générales	44
	Note 2 Faits marquants du premier semestre 2021	44
	Note 3 Principes et méthodes comptables	45
	Note 4 Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS	45
	Note 5 Information sectorielle	46
	Note 6 Éléments du résultat opérationnel	47
	Note 7 Impôt sur le résultat	47
	Note 8 Écarts d'acquisition	48
	Note 9 Acquisitions et cessions	49
	Note 10 Capital souscrit	50
	Note 11 Paiements en actions	50
	Note 12 Dette financière	52
	Note 13 Garanties et cautions données	53
	Note 14 Provisions pour risques et charges	54
	Note 15 Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	54
	Note 16 Résultat par action	55

	Note 17 Dividende par action	55
	Note 18 Information complémentaire sur les instruments financiers	56
	Note 19 Transactions avec les parties liées	57
	Note 20 Événement postérieur à la clôture	57
	Note 21 Périmètre de consolidation	57
2.3.	Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information semestrielle 2021 (période du 1er janvier au 30 juin 2021)	58
3.	DÉCLARATION DES PERSONNES RESPONSABLES DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL	59

1. RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ AU 30 JUIN 2021

1.1. NOTE PRELIMINAIRE

Les lecteurs sont invités à lire les informations qui suivent relatives à la situation financière et aux résultats du Groupe avec les comptes semestriels consolidés du Groupe et leurs notes annexes au 30 juin 2021 figurant au Chapitre 2 du présent Rapport financier semestriel au 30 juin 2021, ainsi que les comptes consolidés du Groupe et leurs notes annexes au 31 décembre 2020, figurant au chapitre 6 – États financiers consolidés du Document d'enregistrement universel 2020.

En application du Règlement (CE) 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationales, les comptes consolidés de Bureau Veritas au titre du premier semestre 2021 et du premier semestre 2020 ont été établis conformément au référentiel IFRS (*International Financial Reporting Standards*) tel qu'adopté par l'Union Européenne.

Les informations présentées et discutées dans ce chapitre sont les données financières résultant de l'application d'IFRS 16 dans les comptes semestriels consolidés 2021 et 2020.

Les indicateurs alternatifs de performance présentés dans ce chapitre sont définis et rapprochés avec les indicateurs IFRS dans la section 1.9 – Définitions et rapprochement des indicateurs alternatifs de performance avec les indicateurs IFRS du présent Rapport financier semestriel.

1.2. FAITS MARQUANTS DU PREMIER SEMESTRE 2021

1.2.1. FORTE CROISSANCE ORGANIQUE DU CHIFFRE D'AFFAIRES AU PREMIER SEMESTRE, TIRÉE PAR LE REBOND ENREGISTRÉ AU DEUXIÈME TRIMESTRE

Sur une base organique, le chiffre d'affaires du premier semestre a augmenté de 14,3 %, dont une croissance de 22,5 % au deuxième trimestre (T2), bénéficiant d'une amélioration des marchés finaux dans la plupart des activités et du retour à un environnement opérationnel plus normal par rapport au premier semestre 2020. Cela reflète les situations suivantes par activité :

- plus de la moitié du portefeuille (comprenant la Certification, les Biens de consommation et le Bâtiment & Infrastructures) s'est fortement redressée, en hausse organique moyenne de 23,2 %. La Certification a été l'activité la plus performante, en hausse de 38,6 % au premier semestre (dont une croissance de 58,5 % au deuxième trimestre), bénéficiant à la fois du rattrapage des audits et d'une forte dynamique des services liés à la RSE. L'activité Biens de consommation a fortement renoué avec la croissance (+ 23,4 % au premier semestre avec une croissance de 27,3 % au deuxième trimestre) grâce à l'Asie, à la reprise des lancements de nouveaux produits et à une base de comparaison favorable. L'activité Bâtiment & Infrastructures a enregistré une performance supérieure à la moyenne du Groupe avec une augmentation de 19,5 % au premier semestre, bénéficiant d'une forte dynamique sur ses trois plateformes (Amériques, Asie et Europe) ;

- un cinquième du portefeuille (Industrie) a enregistré une croissance organique de son chiffre d'affaires de 9,5 % au premier semestre (comprenant un rebond de 20,8 % au deuxième trimestre). Cette performance s'explique d'une part par la forte activité commerciale, du segment *Power & Utilities* en particulier, notamment dans le domaine des énergies renouvelables, et d'autre part du fait de la stabilisation des tendances sur les marchés Pétrole & Gaz ;
- moins d'un tiers du portefeuille (Agroalimentaire & Matières Premières et Marine & *Offshore*) a enregistré une croissance organique moyenne de 4,4 %. L'activité Marine & *Offshore* a été principalement alimentée par de forts niveaux d'activité dans le sous-segment Navires en service qui a bénéficié d'un calendrier favorable d'inspections. Dans l'activité Agroalimentaire & Matières Premières, la croissance a été soutenue par des conditions de marché très favorables dans le segment Métaux & Minéraux (en hausse de 15,5 % sur une base organique). Cette dynamique a été soutenue par les segments Services aux gouvernements et Agroalimentaire, tous deux en croissance organique élevée à un chiffre. Cependant, le segment Produits Pétroliers et Pétrochimiques (*O&P*) a continué à souffrir de la baisse de la demande de lubrifiants et de produits pétroliers.

1.2.2. REPRISE DES OPERATIONS DE FUSIONS-ACQUISITIONS (*M&A*) DE FAÇON DISCIPLINEE EN 2021

Au cours du premier semestre 2021, Bureau Veritas a repris ses activités de fusions-acquisitions (*M&A*), réalisant 4 transactions sur des axes prioritaires de sa stratégie. Celles-ci représentent environ 25,0 millions d'euros de chiffre d'affaires annualisé (soit 0,5 % du chiffre d'affaires du 2020 du Groupe) :

	Chiffre d'affaires annualisé	Pays	Date	Domaine d'expertise
Cybersécurité				
Secura B.V.	env. 10 m€	Pays-Bas	Jan. 2021	Services de test, d'audit, de formation et de certification de sécurité couvrant les personnes, l'organisation et la technologie (réseaux, systèmes, applications et données)
Biens de consommation				
Zhejiang Jianchuang Testing Technology Services Company Limited	env. 1,5 m€	Chine	Fév. 2021 ¹	Tests de produits textiles qui se concentrent sur les marques nationales et les <i>e-shops</i> en Chine
Énergies renouvelables				
Bradley Construction Management	11 m€	États-Unis	Mar. 2021	Services de gestion de la construction pour le secteur des énergies renouvelables
Certification liée au développement durable				
HDA Australia	env. 3 m€	Australie	Avr. 2021	Agence d'audit et d'évaluation axée sur le secteur de la santé et des services à la personne

¹ Signature le 4 février 2021.

Le Groupe a finalisé l'acquisition (à commencer par une prise de participation majoritaire) de Secura B.V., une société de services indépendante spécialisée dans les services de cybersécurité. Créée en 2000 aux Pays-Bas, Secura compte 100 employés répartis entre deux centres technologiques à Eindhoven et Amsterdam. Bien que fermement ancrée sur le marché européen de la sécurité, la société sert désormais une clientèle internationale diversifiée et est active dans tous les secteurs, en particulier sur les marchés de la technologie, de l'énergie, de l'industrie, de l'automobile, de la finance, du secteur public et de la santé.

Secura sera une pierre angulaire de la stratégie de Bureau Veritas en matière de cybersécurité. Avec une expertise et des capacités solides, Secura propose une approche holistique de la sécurité en identifiant et en évaluant les risques de cybersécurité selon les normes, cadres et programmes de certification en vigueur. En outre, elle détient une vaste gamme d'accréditations et de licences de premier ordre pour offrir des services de test et de certification relatifs à la sécurité selon un certain nombre de normes.

Bureau Veritas a également acquis Bradley Construction Management, un acteur américain de premier plan dans le secteur des énergies renouvelables. Créée en 2013 et basée à Dallas, au Texas, la société emploie 50 personnes. L'acquisition de Bradley Construction Management contribue à la fois à la diversification et à la croissance de Bureau Veritas dans le secteur des énergies renouvelables et aux États-Unis.

Le Groupe a acquis HDAA Australia Pty Ltd, l'agence leader en matière d'audit des services à la personne en Australie. HDAA est une agence d'audit et d'évaluation accréditée qui s'engage à fournir l'excellence dans la prestation de services pour le secteur de la santé et des services à la personne sur un large éventail de normes fédérales et étatiques. Grâce à cette acquisition, Bureau Veritas renforce son offre liée au développement durable avec une expertise de premier plan dans les services d'audit et d'évaluation des services sociaux, de la santé et du handicap.

Enfin, Bureau Veritas a réalisé l'acquisition de Zhejiang Jianchuang Testing Technology Services Company Limited. Cette acquisition soutient la stratégie de diversification de la division Biens de consommation du Groupe vers le marché intérieur chinois et les marques en ligne.

Le *pipeline* d'opportunités est fourni et le Groupe continuera à déployer une stratégie d'acquisitions *bolt-on* sélective, dans des domaines d'activité précis (notamment dans l'Agroalimentaire, le Bâtiment & Infrastructures, les domaines de la cybersécurité et des énergies renouvelables) et des zones géographiques ciblées (Amérique du Nord et Asie, en particulier en Chine).

1.2.3. INDEXATION DES CONDITIONS FINANCIERES DU CREDIT SYNDIQUE SUR DES INDICATEURS ENVIRONNEMENTAUX, SOCIAUX ET DE GOUVERNANCE (ESG)

Le 25 février 2021, Bureau Veritas a annoncé la signature d'un avenant de son crédit syndiqué d'un montant de 600 millions d'euros signé en 2018, afin d'y intégrer des critères Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance. La performance sociale et environnementale de Bureau Veritas sera désormais prise en compte dans le calcul du coût de financement de son crédit syndiqué. Celle-ci sera mesurée à la lumière des objectifs ESG quantitatifs que le Groupe s'est fixés à horizon 2025.

Les trois critères extra-financiers sélectionnés pour être intégrés au calcul du coût du financement du crédit syndiqué sont les suivants :

- le taux total d'accidents : Bureau Veritas vise la réduction du taux total d'accidents² à un niveau de 0,26 à horizon 2025 (contre 0,38 en 2019, soit une baisse de 32 %) ;
- le taux de féminisation à des postes de direction : Bureau Veritas ambitionne de compter 35 % de femmes à des postes de direction³ en 2025 (contre 19,5 % en 2019, soit une augmentation de 80 % du nombre de postes occupés par des femmes) ;

² TAR : taux total d'accidents (nombre d'accidents avec et sans arrêt de travail x 200 000 / nombre d'heures travaillées).

³ Proportion de femmes du Comité exécutif à la Bande III (grade interne correspondant à une position de manager ou un poste de direction) dans le Groupe (nombre de femmes en équivalent temps plein occupant un poste de direction / nombre total d'équivalents temps plein occupant des postes de direction).

- les émissions de CO₂ par employé (en tonnes par an) : Bureau Veritas projette de réduire ses émissions⁴ à 2,0 tonnes par an et par employé en 2025 (contre 2,85 tonnes en 2019, soit une baisse de 30 %).

1.2.4. UNE SITUATION FINANCIERE SOLIDE

Au 30 juin 2021, la dette financière nette ajustée du Groupe a baissé par rapport au niveau du 31 décembre 2020. Le Groupe bénéficie d'une structure financière solide ne présentant aucune échéance à refinancer avant 2023. Au 30 juin 2021, Bureau Veritas disposait d'une trésorerie et d'équivalents de trésorerie disponibles de 1 267,6 millions d'euros et d'une ligne de crédit confirmée non tirée de 600 millions d'euros.

Compte tenu de sa solidité financière, Bureau Veritas n'a pas tiré la ligne de crédit additionnelle de 500 millions d'euros mise en place en avril 2020, durant la pandémie, et expirant en avril 2021.

Au 30 juin 2021, le ratio dette financière nette ajustée / EBITDA a diminué pour s'établir à 1,30x (à comparer à 2,00x au 30 juin 2020) et le ratio EBITDA / charges financières nettes consolidées était de 13,13x. En guise de précaution contre une aggravation de la pandémie, Bureau Veritas avait obtenu en juin 2020 une dérogation de ses banques et des détenteurs de placements privés aux États-Unis (*US Private Placement*) pour assouplir ces ratios bancaires aux 30 juin 2020, 31 décembre 2020 et 30 juin 2021. En mai 2021, Bureau Veritas est sorti par anticipation de l'amendement négocié avec les détenteurs *US Private Placement*, permettant de revenir aux ratios bancaires initiaux. En conséquence, au 30 juin 2021, le ratio dette financière nette ajustée / EBITDA doit être inférieur à 3,5x et, uniquement pour les *US Private Placement*, le ratio EBITDA / charges financières nettes consolidées doit être supérieur à 5,5x.

La maturité moyenne de la dette financière du Groupe était à 4,8 ans alors que le coût moyen de la dette au cours du premier semestre 2021 était de 2,4 % hors impact IFRS 16 (contre 3,0 % au cours du premier semestre 2020 hors impact IFRS 16).

1.2.5. LES ACTIONNAIRES DE BUREAU VERITAS APPROUVENT LA DISTRIBUTION DE DIVIDENDE AU TITRE DE L'EXERCICE 2020

Les actionnaires, à l'occasion de l'Assemblée générale mixte de Bureau Veritas, ont approuvé la distribution d'un dividende de 0,36 euro par action au titre de l'exercice 2020 (résolution n°3, approuvée à 99,20 %) avec une mise en paiement, en numéraire, le 7 juillet 2021. Cela marque ainsi le retour du versement d'un dividende après l'annulation exceptionnelle enregistrée au cours de l'exercice précédent en raison du contexte de crise sanitaire.

⁴ Émissions de gaz à effet de serre des bureaux et laboratoires, tonnes de CO₂ équivalent par employé et par an pour les émissions de Scope 1, 2 et 3 (émissions relatives aux déplacements professionnels).

1.3. EVOLUTION DE L'ACTIVITE ET DES RESULTATS

(en millions d'euros)	S1 2021	S1 2020	Variation
Chiffre d'affaires	2 418,4	2 200,5	+ 9,9 %
Achats et charges externes	(674,0)	(663,3)	
Frais de personnel	(1 249,2)	(1 182,2)	
Autres produits et charges	(149,1)	(295,4)	
Résultat opérationnel	346,1	59,6	+ 480,7 %
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	-	-	
Résultat opérationnel après quote-part des sociétés mises en équivalence	346,1	59,6	+ 480,7 %
Résultat financier	(36,9)	(66,1)	
Résultat avant impôts	309,2	(6,5)	n.r.
Charge d'impôt	(97,1)	(24,3)	
Résultat net	212,1	(30,8)	n.r.
Intérêts minoritaires	(15,2)	(3,3)	
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	196,9	(34,1)	n.r.

1.3.1. CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires a atteint 2 418,4 millions d'euros au premier semestre 2021, soit une hausse de 9,9 % par rapport au S1 2020 :

- La croissance organique a été de 14,3 %, avec un rebond de 22,5 % au T2 sur une base organique, bénéficiant d'une amélioration des marchés finaux dans la plupart des activités et du retour à un environnement opérationnel plus normal par rapport au premier semestre 2020.

Trois activités ont enregistré une très forte croissance organique, Certification + 38,6 %, Biens de consommation + 23,4 %, et Bâtiment & Infrastructures (B&I) + 19,5 %. Le reste du portefeuille a progressé à un rythme plus modeste, avec l'Industrie en hausse de 9,5 % sur une base organique (soutenue par une reprise de 20,8 % au T2), Marine & Offshore, en hausse de 5,3 %, et Agroalimentaire & Matières Premières, en hausse de 4,1 %.

Par zone géographique, les activités en Asie-Pacifique ont surpassé le reste du Groupe (31 % du chiffre d'affaires ; en hausse de 16,7 % sur une base organique), grâce à une croissance de 22,7 % en Chine (dans la plupart des activités) et, dans une moindre mesure, en Australie (en hausse de 9,9 % sur une base organique), grâce aux marchés de l'agroalimentaire et des matières premières. L'Europe (37 % du chiffre d'affaires ; en hausse de 12,5 % sur une base organique) a été principalement portée par des niveaux d'activité robustes en Europe du Sud ainsi qu'en France.

L'activité en Amérique (23 % du chiffre d'affaires, en hausse de 14,6 % sur une base organique), a bénéficié d'une forte croissance en Amérique latine (tirée par le Brésil) ainsi que d'une croissance robuste en Amérique du Nord menée par l'activité Bâtiment & Infrastructures. Enfin, en Afrique et au Moyen-Orient (9 % du chiffre d'affaires), l'activité a enregistré une croissance de 12,8 % sur une base organique.

- L'effet périmètre ressort légèrement négatif à - 0,1 %, reflétant l'impact des cessions de l'année précédente et compensé par les quatre acquisitions réalisées au cours du premier semestre 2021.

- Les variations des taux de change ont eu un impact négatif de 4,3 % (dont - 3,6 % au T2), principalement du fait de la dépréciation de certaines devises de pays émergents, ainsi que du dollar américain et des devises corrélées face à l'euro.

Les méthodes de calcul retenues pour déterminer les composantes de la croissance du chiffre d'affaires sont présentées dans la section 1.9 – Définitions et rapprochement des indicateurs alternatifs de performance avec les indicateurs IFRS du présent Rapport financier semestriel.

1.3.2. RESULTAT OPERATIONNEL

Le résultat opérationnel s'élève à 346,1 millions d'euros, en hausse de 480,7 % par rapport aux 59,6 millions d'euros du S1 2020. À taux de change constant la hausse est de 514,3 %.

1.3.3. RESULTAT OPERATIONNEL AJUSTE

Le résultat opérationnel ajusté est défini comme le résultat opérationnel avant prise en compte des éléments d'ajustement tel que décrit dans la section 1.9 – Définitions et rapprochement des indicateurs alternatifs de performance avec les indicateurs IFRS et la Note 4 – Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS de la section 2.2 – Notes annexes aux états financiers consolidés semestriels résumés du présent Rapport financier semestriel.

Le tableau ci-dessous présente le calcul détaillé du résultat opérationnel ajusté au premier semestre 2021 et au premier semestre 2020 :

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2021	S1 2020	Variation
Résultat opérationnel	346,1	59,6	+ 480,7 %
Amortissement des actifs incorporels issus des acquisitions	28,9	104,4	
Dépréciation et mise au rebut d'actifs immobilisés	2,9	22,0	
Charges de restructurations	4,4	21,7	
Résultats de cessions d'activités et autres charges et produits relatifs aux acquisitions	(4,1)	8,1	
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL AJUSTÉ	378,2	215,8	+ 75,3 %

Les éléments d'ajustement au cours du premier semestre 2021 s'élèvent à 32,1 millions d'euros, à comparer à 156,2 millions d'euros au S1 2020, et se décomposent de la façon suivante :

- 28,9 millions d'euros d'amortissement des actifs incorporels, en très forte baisse par rapport au S1 2020 (104,4 millions d'euros) en raison de la dépréciation d'actifs incorporels ;
- 2,9 millions d'euros de dépréciation et de mise au rebut d'actifs immobilisés correspondant à la consolidation de laboratoires, et à la réduction des activités pour les Biens de consommation (en Chine et en Europe) ;
- 4,4 millions d'euros de charges de restructurations, principalement pour les Biens de consommation et les activités liées aux matières premières (21,7 millions d'euros au S1 2020) ;
- 4,1 millions d'euros de produits liés aux cessions et acquisitions (à comparer à une charge de 8,1 millions d'euros au S1 2020).

Le résultat opérationnel ajusté s'élève à 378,2 millions d'euros, en hausse de 75,3 % par rapport au S1 2020 et en progression de 84,6 % à taux de change constant.

Évolution du résultat opérationnel ajusté

(en millions d'euros)

Résultat opérationnel ajusté au 30 juin 2020	215,8
Variation organique	+ 181,2
Résultat opérationnel ajusté organique	397,0
Effet périmètre	+ 1,4
Résultat opérationnel ajusté à taux de change constant	398,4
Effet de change	(20,2)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL AJUSTÉ AU 30 JUIN 2021	378,2

La marge opérationnelle ajustée à taux de change constant s'élève à 15,9 % au S1 2021, en hausse de 606 points de base par rapport au S1 2020 (dont un rebond organique de 601 points de base et un effet périmètre positif de 5 points de base). En données publiées, la marge opérationnelle ajustée s'est améliorée de 583 points de base, à 15,6 % contre 9,8 % au S1 2020.

Évolution de la marge opérationnelle ajustée

(en pourcentage et points de base)

Marge opérationnelle ajustée au 30 juin 2020	9,8 %
Variation organique	+ 601 pb
Marge opérationnelle ajustée organique	15,8 %
Effet périmètre	+ 5 pb
Marge opérationnelle ajustée à taux de change constant	15,9 %
Effet de change	(23) pb
MARGE OPÉRATIONNELLE AJUSTÉE AU 30 JUIN 2021	15,6 %

Toutes les activités ont connu des marges organiques supérieures grâce à l'effet de levier opérationnel dans un contexte de reprise du chiffre d'affaires. Ces performances ont été soutenues par d'importantes mesures de maîtrise des coûts prises au cours de l'exercice précédent et par un mix d'activités favorable.

Les activités enregistrant la meilleure amélioration de marge sont : Biens de consommation, Certification et Bâtiment & Infrastructures. Ce sont les activités qui ont le plus rebondi après les mesures de confinement prises l'an dernier. Ensemble, elles représentent la majeure partie de l'amélioration organique de la marge du Groupe au cours du premier semestre 2021.

1.3.4. RÉSULTAT FINANCIER

Le résultat financier du Groupe comprend essentiellement les intérêts et l'amortissement des frais d'émission de la dette, les produits reçus au titre de prêts, des titres de créances ou de capital ou autres instruments financiers détenus par le Groupe et les plus ou moins-values sur titres de placement ainsi que les pertes et gains sur opérations en devises et l'ajustement de juste valeur des dérivés financiers. Il inclut également les coûts financiers des régimes de retraites, ainsi que le produit ou rendement attendus des actifs de régimes de retraite financés et l'effet de réactualisation des provisions à long terme.

Évolution du résultat financier

(en millions d'euros)	S1 2021	S1 2020
Coût de l'endettement financier brut	(39,7)	(64,9)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	2,1	4,6
Coût de l'endettement financier net	(37,6)	(60,3)
Résultat de change	2,4	(3,2)
Coût financier des régimes de retraites	0,7	(0,9)
Autres	(2,4)	(1,7)
RÉSULTAT FINANCIER	(36,9)	(66,1)

La charge financière nette s'élève à 36,9 millions d'euros au premier semestre 2021, à comparer à 66,1 millions d'euros à la même période en 2020.

La baisse du coût de l'endettement financier net à 37,6 millions d'euros au premier semestre 2021, à comparer à 60,3 millions d'euros au S1 2020, provient pour l'essentiel de la diminution du niveau de l'endettement moyen (en raison notamment du remboursement des *US Private Placements*, des emprunts *Schuldschein*, du Crédit Syndiqué au cours de l'année 2020 et d'une émission obligataire en janvier 2021) et des frais de remboursement anticipé des *US Private Placements* bilatéraux et des tranches *Schuldschein* à taux fixe intervenus en 2020.

Le résultat de change du Groupe se compose de gains et pertes de change résultant de la variation des devises sur des actifs et passifs des filiales du Groupe, libellés dans une monnaie différente de leur monnaie fonctionnelle. Au premier semestre 2021, le Groupe enregistre un gain de change de 2,4 millions d'euros, attribuable à l'appréciation du dollar américain et de l'euro face à la plupart des devises de pays émergents, à comparer à une charge de 3,2 millions d'euros au S1 2020.

1.3.5. IMPOT SUR LES RESULTATS

La charge d'impôt sur les résultats consolidés s'élève à 97,1 millions d'euros au S1 2021, contre 24,3 millions d'euros au S1 2020. Le taux effectif d'impôt (TEI), représentant la charge d'impôt divisée par le montant du résultat avant impôt, représente 31,4 % au S1 2021 contre - 373,8 % au S1 2020.

Le TEI ajusté est de 32,2 %, en baisse de 5,7 points par rapport au S1 2020. Il correspond au TEI corrigé de l'effet d'impôt sur les éléments d'ajustements. La baisse observée résulte principalement de l'effet mécanique de la hausse du résultat avant impôt sur l'impact des coûts fiscaux non directement basés sur le résultat taxable, notamment retenues à la source et contributions sur la valeur ajoutée (France et Italie), mais aussi de la baisse du taux d'impôt et de la contribution sur la valeur ajoutée en France.

Évolution du taux effectif d'impôt

(en millions d'euros et pourcentage)

	S1 2021	S1 2020
Résultat avant impôts	309,2	(6,5)
Charge d'impôt	(97,1)	(24,3)
Taux Effectif d'Impôt (TEI)	31,4 %	(373,8) %
TAUX EFFECTIF D'IMPÔT (TEI) AJUSTÉ	32,2 %	37,9 %

1.3.6. RESULTAT NET PART DU GROUPE

Le résultat net part du Groupe atteint 196,9 millions d'euros au S1 2021, à comparer à une perte de 34,1 millions d'euros au S1 2020.

Le résultat net par action est un bénéfice de 0,44 euro, à comparer à une perte par action de 0,08 euro au S1 2020.

1.3.7. RESULTAT NET AJUSTE PART DU GROUPE

Le résultat net ajusté part du Groupe est défini comme le Résultat net part du Groupe ajusté des éléments d'ajustement nets d'impôt tel que décrit dans la section 1.9 – Définitions et rapprochement des indicateurs alternatifs de performance avec les indicateurs IFRS et la Note 4 – Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS de la section 2.2 – Notes annexes aux états financiers consolidés semestriels résumés du présent Rapport financier semestriel.

Le tableau ci-dessous présente le calcul détaillé du résultat net ajusté part du Groupe au premier semestre 2021 et au premier semestre 2020 :

(en millions d'euros)

	S1 2021	S1 2020
Résultat net part du Groupe	196,9	(34,1)
BPA ^(a) (en euro par action)	0,44	(0,08)
Éléments d'ajustement	32,1	156,2
Résultat net des activités destinées à être cédées	-	-
Effet d'impôt sur les éléments d'ajustement	(12,8)	(32,4)
Intérêts minoritaires	(1,5)	(2,3)
RÉSULTAT NET AJUSTÉ PART DU GROUPE	214,7	87,4
BPA AJUSTÉ ^(a) (euros par action)	0,48	0,19

(a) Calculé sur le nombre moyen pondéré d'actions de 449 836 389 au S1 2021 et de 448 056 073 au S1 2020.

Le résultat net ajusté part du Groupe s'élève à 214,7 millions d'euros au S1 2021, en forte hausse par rapport au S1 2020 (87,4 millions d'euros). Le bénéfice net ajusté par action est de 0,48 euro au S1 2021, en forte amélioration de 152,6 % par rapport au S1 2020 ; et de 166,3 % ajusté des effets de change.

Évolution du résultat net ajusté part du Groupe

(en millions d'euros)

Résultat net ajusté part du Groupe au 30 juin 2020	87,4
Variation organique et effet périmètre	+ 140,2
Résultat net ajusté part du Groupe à taux de change constant	227,6
Effet de change	(12,9)
RÉSULTAT NET AJUSTÉ PART DU GROUPE AU 30 JUIN 2021	214,7

1.3.8. RESULTATS PAR ACTIVITE

Évolution du chiffre d'affaires par activité

(en millions d'euros et pourcentage)	S1 2021	S1 2020	Croissance			
			Totale	Organique	Périmètre	Change
Marine & Offshore	189,2	185,0	+ 2,3 %	+ 5,3 %	-	(3,0) %
Agroalimentaire & Matières Premières	518,0	517,1	+ 0,2 %	+ 4,1 %	(0,0) %	(3,9) %
Industrie	487,2	473,6	+ 2,9 %	+ 9,5 %	(0,8) %	(5,8) %
Bâtiment & Infrastructures	709,2	611,4	+ 16,0 %	+ 19,5 %	(0,5) %	(3,0) %
Certification	196,5	142,0	+ 38,4 %	+ 38,6 %	+ 3,7 %	(3,9) %
Biens de consommation	318,3	271,4	+ 17,3 %	+ 23,4 %	-	(6,1) %
TOTAL S1	2 418,4	2 200,5	+ 9,9 %	+ 14,3 %	(0,1) %	(4,3) %

Évolution du résultat opérationnel ajusté par activité

(en millions d'euros et pourcentage)	Résultat opérationnel ajusté			Marge opérationnelle ajustée					
	S1 2021	S1 2020	Variation	S1 2021	S1 2020	Variation totale (pdb)	Organique	Périmètre	Change
Marine & Offshore	44,4	42,7	+ 4,0 %	23,5 %	23,1 %	+ 36	+ 115	-	(79)
Agroalimentaire & Matières Premières	66,1	60,9	+ 8,5 %	12,8 %	11,8 %	+ 97	+ 108	+ 4	(15)
Industrie	53,7	35,1	+ 53,0 %	11,0 %	7,4 %	+ 363	+ 376	+ 9	(22)
Bâtiment & Infrastructures	104,1	42,1	+ 147,3 %	14,7 %	6,9 %	+ 782	+ 794	+ 11	(23)
Certification	38,1	10,9	+ 249,5 %	19,4 %	7,7 %	+ 1 162	+ 1 222	(34)	(26)
Biens de consommation	71,8	24,1	+ 197,9 %	22,6 %	8,9 %	+ 1 366	+ 1 373	-	(7)
TOTAL S1	378,2	215,8	+ 75,3 %	15,6 %	9,8 %	+ 583	+ 601	+ 5	(23)

MARINE & OFFSHORE

(en millions d'euros)	S1 2021	S1 2020	Var. (%)	Variation organique	Effet périmètre	Effet de change
Chiffre d'affaires	189,2	185,0	+ 2,3 %	+ 5,3 %	-	(3,0) %
Résultat opérationnel ajusté	44,4	42,7	+ 4,0 %			
Marge opérationnelle ajustée	23,5%	23,1 %	+ 36 pb	+ 115 pb	-	(79) pb

L'activité Marine & Offshore affiche une croissance organique solide de 5,3 % au premier semestre 2021. Au deuxième trimestre, le chiffre d'affaires organique était en hausse de 7,3 %. La performance organique du semestre s'explique principalement par :

- une performance stable dans l'activité Nouvelles constructions (40 % du chiffre d'affaires de la division), reflétant le ralentissement des prises de nouvelles commandes au cours de l'exercice précédent (notamment en Asie, compte tenu des délais d'exécution) et par rapport à une base de comparaison plus difficile ;
- une croissance à deux chiffres dans le sous-segment Navires en service (Core, 45 % du chiffre d'affaires de la division), qui a bénéficié d'un calendrier d'inspection très favorable avec i) un rattrapage des études reportées en 2020 ; ii) l'anticipation, par des propriétaires de navires au premier semestre 2021, de certaines inspections normalement prévues au second semestre 2021 ; accompagnée par la croissance modérée de la flotte et la diminution des navires immobilisés. La flotte classée par Bureau Veritas a continué à augmenter pendant le premier semestre (en hausse de 1,2 % par rapport à l'exercice précédent), et ce dans tous les secteurs, confirmant l'excellence opérationnelle du Groupe. Fin juin, la flotte était composée de 11 530 navires, représentant 136,4 millions de tonneaux bruts (GRT) ;
- une faible baisse à un chiffre dans le sous-segment Services (15 % du chiffre d'affaires de la division, Offshore inclus) car l'activité Offshore a continué à pâtir de l'absence de commandes sur le marché Pétrole & Gaz, même si le rebond des prix du pétrole a entraîné une reprise de l'activité pour les services d'évaluation des risques. Le premier semestre 2021 a également été marqué par une augmentation significative des projets dans le secteur de l'énergie éolienne, à la fois sur terre et en mer.

Au premier semestre 2021, le marché du *shipping* a connu un très net rebond, avec des nouvelles commandes mondiales multipliées par trois (en termes de GRT) par rapport au premier semestre 2020, sous l'impulsion des porte-conteneurs et du marché de l'énergie. Les nouvelles commandes de Bureau Veritas ont atteint 4,8 millions de tonneaux bruts en juin 2021, soit une hausse de 50,0 % par rapport aux 3,2 millions de tonneaux bruts à la même période de l'exercice précédent. Par conséquent, le carnet de commandes atteint 15,3 millions de tonneaux bruts à la fin du semestre, soit une hausse de 1,7 % par rapport à l'exercice précédent, et à comparer à 14,1 millions de tonneaux bruts en décembre 2020. Il reste bien diversifié, composé de navires utilisant le GNL (gaz naturel liquéfié) comme carburant, de navires porte-conteneurs et de navires spécialisés.

L'activité Marine & Offshore a continué à se concentrer sur des leviers d'efficacité à travers la digitalisation et des services à haute valeur ajoutée. Parmi ceux-ci figurent de nouvelles solutions de plateformes collaboratives (3D Class, expertises à distance et augmentées) et de navires intelligents. Au deuxième trimestre, le Groupe a lancé une plateforme en ligne, VeriSTAR Green, pour permettre à tous les propriétaires de navires d'évaluer leur conformité par rapport aux nouvelles réglementations de l'OMI, relatives à l'intensité carbone, avant la date butoir de 2023.

La marge opérationnelle ajustée au premier semestre a connu une amélioration de 36 points de base pour atteindre 23,5 % à données publiées par rapport au premier semestre 2020, impactée par des effets de change négatifs (79 points de base). Sur une base organique, elle a augmenté de 115 points de base, bénéficiant du levier opérationnel, d'un effet de *mix* positif et de l'excellence opérationnelle.

Réalisations en matière de développement durable

Le Groupe a continué de relever les défis du développement durable et de la transition énergétique en définissant des règlements liés à la sécurité, aux risques et aux exigences de performance en vue d'innover dans les carburants et systèmes de propulsion futurs. Au cours du deuxième trimestre 2021, le Groupe a défini une marque de classification relative à l'ammoniac et a publié un règlement concernant son utilisation en tant que carburant pour aider les armateurs, les bureaux d'études, les chantiers navals et les affréteurs à progresser dans leur parcours vers l'utilisation de l'ammoniac et un futur « zéro carbone ».

Le Groupe a également signé un accord commercial avec le courtier maritime Barry Rogliano Salles (BRS) et avec la société d'ingénieurs et de concepteurs de navires Deltamarin afin d'offrir aux propriétaires de navires du monde entier des solutions efficaces pour la performance des navires et la transition énergétique (à la fois pour les exigences spécifiques de conformité en termes d'efficacité énergétique, d'objectifs financiers ainsi qu'environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) plus vastes).

AGROALIMENTAIRE & MATIÈRES PREMIÈRES

(en millions d'euros)	S1 2021	S1 2020	Var. (%)	Variation organique	Effet périmètre	Effet de change
Chiffre d'affaires	518,0	517,1	+ 0,2 %	+ 4,1 %	(0,0) %	(3,9) %
Résultat opérationnel ajusté	66,1	60,9	+ 8,5 %			
Marge opérationnelle ajustée	12,8 %	11,8 %	+ 97 pb	+ 108 pb	+ 4 pb	(15) pb

L'activité Agroalimentaire & Matières Premières a enregistré un chiffre d'affaires en hausse de 4,1 % sur une base organique au premier semestre 2021, avec une croissance forte pour l'Agroalimentaire, les Métaux & Minéraux et les Services aux gouvernements, en partie compensée par la baisse du segment Produits Pétroliers et Pétrochimiques. Au deuxième trimestre, le Groupe a enregistré une progression de 12,6 % par rapport à une base de comparaison favorable.

Le segment **Produits Pétroliers et Pétrochimiques** (O&P, 31 % du chiffre d'affaires de la division) a enregistré une baisse organique à deux chiffres (avec une certaine amélioration au deuxième trimestre). Les activités liées aux échanges O&P (*Trade*) ont encore pâti d'une réduction des volumes de tests en raison d'une baisse de la consommation de carburant (notamment pour le kérosène utilisé dans l'aviation / l'essence), combinée à une forte pression sur les prix. Toutes les régions, hormis la région Moyen-Orient et Afrique, ont été impactées. L'activité aux États-Unis a été plus particulièrement affectée par la fermeture de certains sites peu rentables ainsi que par des conditions météorologiques défavorables (gel au Texas au premier trimestre). Tout au long du premier semestre, Bureau Veritas a poursuivi sa diversification vers les activités non liées aux échanges (amonts ou *Upstream*) et les segments à valeur ajoutée, qui pourraient lui offrir des opportunités de croissance supérieures. Ceux-ci incluent les biocarburants, le gaz naturel liquéfié, l'analyse des huiles lubrifiantes, ainsi que la gestion de laboratoires externalisés par les clients. Plusieurs initiatives liées au développement durable sont en cours, telles que la traçabilité Carbone 14.

Le segment **Métaux & Minéraux** (M&M, 31 % du chiffre d'affaires de la division) a enregistré au global une croissance organique à deux chiffres, sur l'ensemble de la chaîne de valeur. Les activités amonts (*Upstream*, qui représentent près des deux-tiers du segment M&M) ont encore enregistré une forte croissance (en hausse de 17,7 % en organique), principalement grâce aux régions Amérique (Canada, États-Unis, Chili et Pérou) et Asie-Pacifique. Elles ont bénéficié d'un marché de l'exploration solide sur l'ensemble des principales matières premières (avec l'or, le cuivre et le minerai de fer en tête) ainsi que du succès constant de la stratégie du Groupe en matière d'externalisation de laboratoires miniers sur site (avec des contrats importants incluant une mine de potasse en Australie, des laboratoires d'or et de métaux de base en Afrique, en Amérique latine, etc.). Les activités liées aux échanges (*Trade*) ont connu une croissance organique à deux chiffres en partie grâce à un net rebond au deuxième trimestre par rapport à une base de comparaison faible en 2020. Il a été favorisé par les principaux métaux, avec des volumes d'échanges importants pour le cuivre et le minerai de fer dans toutes les régions géographiques. La demande de cuivre est restée forte notamment grâce aux tendances d'électrification dans plusieurs pays.

Le segment **Agroalimentaire** (24 % du chiffre d'affaires de la division) a réalisé une performance organique élevée à un chiffre au cours du premier semestre (dont une croissance à deux chiffres au deuxième trimestre), portée à la fois par les produits agricoles et alimentaires. L'Agro-industrie (amont) a enregistré une forte croissance, bénéficiant de volumes plus élevés concernant la surveillance des champs et des récoltes au Brésil, avec des exportations qui atteignent un niveau record pour le soja, le blé et le sucre. À l'inverse, les activités d'inspection agricole ont été impactées par une baisse des volumes de commerce à la fois en Europe (notamment en Ukraine) et en Asie, et par un environnement plus concurrentiel. L'activité Alimentaire affiche une forte croissance organique de 11,4 %, principalement grâce à ses plateformes en Amérique du Nord et en Amérique latine. La demande croissante pour plus de traçabilité et de développement durable dans toute la chaîne d'approvisionnement alimentaire reste l'un des principaux moteurs de croissance de l'activité.

Le segment **Services aux gouvernements** (14 % du chiffre d'affaires de la division) a enregistré une croissance organique élevée à un chiffre au cours du premier semestre (dont une croissance à deux chiffres au deuxième trimestre) grâce à toutes les régions hormis le Moyen-Orient (Arabie Saoudite, Irak). Une forte croissance a été enregistrée dans les pays africains grâce à la montée en puissance des contrats de VOC (Vérification de conformité) au Maroc, au Kenya, en Tanzanie, et au Zimbabwe, ainsi que des contrats de guichet unique (Togo). Dans le contexte de la pandémie, un nombre croissant d'inspections a été réalisé à distance au cours du premier semestre, avec, plus particulièrement, un pourcentage significatif pour les contrats de VOC en Afrique.

La marge opérationnelle ajustée pour la division Agroalimentaire & Matières Premières est montée à 12,8 %, soit une progression de 97 points de base par rapport à l'exercice précédent, dont 108 points de base en organique. Cela a été favorisé par une augmentation du chiffre d'affaires, un effet de *mix* positif et les mesures prises sur les coûts.

Réalisations en matière de développement durable

Le Groupe travaille actuellement sur plusieurs opportunités pour permettre aux clients d'atteindre leurs objectifs en matière de développement durable. Les clients issus de l'ensemble de la chaîne agroalimentaire, tels que les agriculteurs et les négociants, sont conscients que la transparence et la traçabilité dans la chaîne d'approvisionnement sont des facteurs clés supplémentaires pour des marchés alimentaires et agricoles durables. À titre d'exemple, l'accent est mis sur un approvisionnement responsable en coton en Amérique latine, en huile de palme en Asie du Sud-Est, et en huiles végétales telles que l'huile d'avocat. Dans les Services aux gouvernements, le Groupe a mis en place un système d'écotaxe en Tanzanie afin de collecter des taxes pour le recyclage des produits.

INDUSTRIE

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2021	S1 2020	Var. (%)	Variation organique	Effet périmètre	Effet de change
Chiffre d'affaires	487,2	473,6	+ 2,9 %	+ 9,5 %	(0,8) %	(5,8) %
Résultat opérationnel ajusté	53,7	35,1	+ 53,0 %			
Marge opérationnelle ajustée	11,0 %	7,4 %	+ 363 pb	+ 376 pb	+ 9 pb	(22) pb

Le chiffre d'affaires de l'activité Industrie a enregistré une croissance organique de 9,5 % au premier semestre. Au deuxième trimestre, la croissance a accéléré à 20,8 % avec une amélioration visible sur l'ensemble des marchés finaux grâce à une base de comparaison favorable.

Au niveau géographique, la plupart des régions ont enregistré une croissance au premier semestre avec l'Amérique latine en tête (portée par le Pérou et l'Argentine) ainsi que l'Asie (grâce à la Chine), l'Afrique, l'Europe (stimulée par la France et les pays de l'Est) et le Canada. En revanche, l'activité a diminué dans certains pays (Japon, Corée du Sud et Royaume-Uni) en raison de fins de contrats, ainsi qu'aux États-Unis.

Le segment *Power & Utilities (P&U)*, 14 % du chiffre d'affaires de la division) a encore été un moteur de croissance essentiel pour le portefeuille avec une performance organique à deux chiffres au premier semestre. La croissance est venue principalement de l'Amérique latine (Pérou et Argentine) grâce à la montée en puissance des contrats importants remportés auprès de divers clients spécialisés dans la distribution d'énergie, et à l'augmentation du volume de contrats existants, en plus d'une bonne dynamique en Europe (portée par la France, l'Espagne et le Portugal en lien avec la production d'énergie) du fait d'un solide développement commercial. En Amérique latine, le Groupe s'efforce actuellement de reproduire ses services sur le terrain en matière d'énergie auprès de services publics (premiers succès rencontrés au Chili) ainsi que sur le marché final des télécoms (les services incluant la conformité des actifs, le contrôle technique et la performance de la connectivité pour les antennes de télécommunications). Plusieurs contrats ont déjà été signés en Colombie, au Chili et au Mexique ; les premiers bénéficiaires étant attendus à compter du second semestre 2021.

À moyen terme, le Groupe bénéficiera de façon significative des opportunités de croissance liées aux énergies renouvelables et alternatives. Dans la plupart des régions, Bureau Veritas répond actuellement à des appels d'offres pour plusieurs projets de production d'énergie éolienne et solaire (en Europe, Asie et Amériques) avec un bon niveau de contrats signés au premier semestre (États-Unis, Royaume-Uni, Pays Nordiques). L'acquisition de la société américaine Bradley Construction Management (chiffre d'affaires annuel de 11 millions d'euros ; un prestataire de services d'assistance pour la gestion de la construction et de sites, de services de représentation des propriétaires et de services techniques d'assurance qualité / de contrôle qualité pour les projets éoliens, solaires et de stockage d'énergie) a permis au Groupe de renforcer sa position dans le secteur des énergies renouvelables.

Le segment Pétrole & Gaz (29 % du chiffre d'affaires de la division) a vu sa performance s'améliorer car il a bénéficié non seulement du redémarrage de nombreux projets qui avaient été mis en attente, mais aussi d'une base de comparaison favorable. Les activités liées aux *Opex* (qui représentent près des deux-tiers de l'activité Pétrole & Gaz) ont connu une croissance organique à deux chiffres car les niveaux d'activité ont redémarré depuis la levée des restrictions. La croissance a été particulièrement bonne en Europe. Les activités liées aux *Capex* ont connu une croissance organique modérée à un chiffre, favorisée par une reprise au deuxième trimestre, essentiellement imputable à l'Amérique latine (grâce au Brésil et au Pérou), à l'Asie (grâce à la Chine) et au Moyen-Orient (avec la reprise de projets aux Émirats arabes unis). Les opportunités commerciales dans les services *Capex* sont restées en demi-teinte bien que le *pipeline* de ventes ait connu une amélioration au cours de la période, en particulier en Asie et en Amérique du Nord. À ce jour, la part du segment Pétrole & Gaz dans le chiffre d'affaires du Groupe a baissé significativement pour s'établir à 6 %, dont 2 % sont liés aux *Capex*.

La marge opérationnelle ajustée au premier semestre a gagné 363 points de base pour atteindre 11,0 % (progression de 376 points de base en organique) par rapport aux 7,4 % du premier semestre 2020. Cela s'explique par une augmentation du chiffre d'affaires (principalement au deuxième trimestre), les mesures prises sur les coûts et un effet de *mix* positif.

Réalisations en matière de développement durable

Au premier semestre 2021, le Groupe a été sélectionné pour mener la certification du projet de parc éolien en mer Moray West, en Écosse. Dans le cadre du plan, jusqu'à 85 éoliennes sont en cours de construction, ainsi que deux plateformes de sous-stations *offshore* et des circuits de câbles d'exportation en mer. Bureau Veritas fournira des services de vérification indépendante et procédera à une certification complète du projet, avec notamment la vérification de la conception, la surveillance de la fabrication, la surveillance du transport et de l'installation, et la vérification de la mise en service.

Bureau Veritas et Shell ont annoncé avoir finalisé avec succès leur projet pilote Supply-R, mené au cours du premier trimestre 2021. Le projet a permis de définir le profil de risque et la liste de contrôle d'audit spécifiques à l'entreprise. Bureau Veritas a procédé à une vérification indépendante sur site, dans des usines de différents pays, fabriquant plusieurs gammes de produits fournis à Shell. Le projet pilote a donné lieu à un indice de risque personnalisé et à un tableau de bord en ligne permettant de visualiser les profils de risque de chaque fournisseur et de fournir une note globale via un indice de résilience.

BÂTIMENT & INFRASTRUCTURES

(en millions d'euros)	S1 2021	S1 2020	Var. (%)	Variation organique	Effet périmètre	Effet de change
Chiffre d'affaires	709,2	611,4	+ 16,0 %	+ 19,5 %	(0,5) %	(3,0) %
Résultat opérationnel ajusté	104,1	42,1	+ 147,3 %			
Marge opérationnelle ajustée	14,7 %	6,9 %	+ 782 pb	+ 794 pb	+ 11 pb	(23) pb

L'activité Bâtiment & Infrastructures (B&I) a enregistré une forte croissance organique à deux chiffres (en hausse de 19,5 %) au premier semestre 2021, grâce à toutes les régions et plus particulièrement à l'Amérique. Le chiffre d'affaires au deuxième trimestre a progressé de 26,3 % sur une base organique.

Une croissance organique à deux chiffres a été enregistrée à la fois dans les activités des Bâtiments en service (49 % du chiffre d'affaires de la division) et dans les activités liées à la Construction (51 % du chiffre d'affaires de la division).

En Europe (57 % du chiffre d'affaires de la division), le Groupe affiche une croissance organique à deux chiffres principalement du fait de l'Europe du Sud (l'Espagne et l'Italie enregistrant toutes les deux une augmentation aux alentours de 30 %) grâce à l'obtention de contrats importants. La France (45 % du chiffre d'affaires de la division), premier pays contributeur de la division, a connu une croissance de 13,2 % (dont 25,5 % au deuxième trimestre) et a bénéficié du rattrapage des inspections réglementaires pour les activités liées aux *Opex* (qui représentent près des trois-quarts de l'activité française) au premier trimestre, ainsi que de la bonne dynamique des services liés à des programmes d'efficacité énergétique. Les activités liées aux *Capex* ont rebondi, surtout au deuxième trimestre sur un marché des nouvelles constructions en phase de stabilisation. Le *pipeline* de ventes lié au *Green Deal* en France a continué à offrir des opportunités axées principalement sur des programmes d'efficacité énergétique.

En Asie-Pacifique (21 % du chiffre d'affaires de la division), le Groupe a enregistré une importante croissance organique favorisée par la reprise des opérations en Chine (croissance organique de 24,1 %, concentrée au premier trimestre) qui ont bénéficié du redémarrage de vastes projets d'infrastructures dans les domaines de l'énergie et des transports. À l'avenir, Bureau Veritas espère continuer à bénéficier du soutien apporté par le gouvernement chinois à l'économie du pays, à travers des dépenses d'infrastructure à long terme. Au Japon, l'activité s'est améliorée tout au long du premier semestre avec un rebond au deuxième trimestre du fait d'un rattrapage des activités réglementaires et des services de conformité à la réglementation à mesure que les restrictions sur la mobilité ont été levées.

En Amérique (19 % du chiffre d'affaires de la division), une très forte croissance à deux chiffres a été atteinte grâce à une performance remarquable aux États-Unis (en hausse de 42,4 % sur une base organique), où le Groupe a bénéficié à la fois de l'amélioration des conditions de marché, d'un développement commercial important et d'une base de comparaison favorable. La croissance a été favorisée essentiellement par l'assistance à la gestion de vastes projets pour les services des activités liées aux *Opex* dans tous les secteurs (principalement dans le commerce de détail), et par la bonne dynamique des services de mise en exploitation de centres de données pour soutenir l'accroissement du nombre de télétravailleurs. En Amérique latine, l'activité a bénéficié de la forte reprise au Brésil (en hausse de 44,9 %) grâce à la conversion d'un solide *pipeline* de ventes, tandis que le Chili et l'Argentine ont tous les deux été affectés par la fin de contrats.

La région Moyen-Orient et Afrique (3 % du chiffre d'affaires de la division) a connu une très forte reprise grâce à l'Arabie Saoudite, et aussi aux Émirats arabes unis (E.A.U) au deuxième trimestre, bénéficiant du développement de nombreux projets parallèlement au rebond des prix du pétrole.

Les nouvelles mobilités, en particulier les véhicules électriques, sont à l'origine d'un nouveau marché pour les services dédiés au développement durable, qui connaît actuellement une croissance rapide. Les appels d'offres sont nombreux et le Groupe a remporté plusieurs contrats de contrôle technique et de conformité des stations de recharge dans un certain nombre de pays (Espagne, Italie, États-Unis, Danemark et France), au cours du premier semestre.

La marge opérationnelle ajustée au premier semestre a bondi de 782 points de base (progression de 794 points de base en organique) pour atteindre les 14,7 % par rapport aux 6,9 % de l'exercice précédent.

Cela s'explique par un levier opérationnel important, favorisé par un retour de la croissance par rapport aux niveaux très faibles enregistrés lors de l'exercice précédent.

Réalisations en matière de développement durable

Au cours du premier semestre 2021, le Groupe a remporté un contrat d'assistance à la gestion de projet pour le Village Nefes Assos, le premier village durable de Turquie. Le village a été conçu comme un lieu de vie écologique, autosuffisant et autogéré (avec des objectifs zéro déchet et zéro carbone, des systèmes de recyclage de l'eau, et une alimentation à 100 % à l'énergie solaire). Bureau Veritas est chargé de l'assistance à la gestion de projet, contribuant ainsi au processus de conception du projet, à la réalisation de missions dans les bureaux et sur le terrain, et à la gestion d'un personnel issu de différentes disciplines pour chaque phase du projet.

CERTIFICATION

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2021	S1 2020	Var. (%)	Variation organique	Effet périmètre	Effet de change
Chiffre d'affaires	196,5	142,0	+ 38,4 %	+ 38,6 %	+ 3,7 %	(3,9) %
Résultat opérationnel ajusté	38,1	10,9	+ 249,5 %			
Marge opérationnelle ajustée	19,4 %	7,7 %	+ 1 162 pb	+ 1 222 pb	(34) pb	(26) pb

L'activité Certification est celle qui a enregistré la meilleure performance dans le portefeuille du Groupe au cours du premier semestre 2021, avec une croissance organique de 38,6 %, et notamment une croissance extraordinaire de 58,5 % au deuxième trimestre, par rapport à une base de comparaison favorable. Le niveau d'activité s'est fortement redressé car il a bénéficié, au premier semestre, d'un rattrapage des audits reportés de 2020 (notamment pour les schémas de certification QHSE, Alimentaire et Transports), ainsi que de l'effet lié à une année de recertification (se terminant au quatrième trimestre) concernant plusieurs schémas (cycle de trois ans pour les schémas de certification ISO 9001, 14001 et Transports, représentant environ un tiers du portefeuille).

Toutes les zones géographiques ont connu une croissance organique à deux chiffres. Les pays, qui ont été les plus affectés à cause des restrictions extrêmes de mobilité lors de l'exercice précédent, se sont fortement redressés au premier semestre. L'Amérique, l'Afrique et le Moyen-Orient ont eu une performance supérieure à la moyenne de la division (principalement le Canada et l'Amérique latine), tandis que l'Europe (principalement la France, l'Espagne et le Royaume-Uni) et l'Asie (Chine et Japon en tête) étaient au même niveau de croissance que la division.

Dans le portefeuille du Groupe, les Audits personnalisés et les schémas de certification Transports ont connu le rebond le plus important. Les schémas de certification Transports ont fortement bénéficié du redémarrage du cycle de trois ans (impliquant la réalisation des audits de recertification) après la révision de normes (IATF dans le secteur automobile notamment) effectuée en 2018. Le Groupe a atteint un taux de renouvellement très élevé. Les Audits personnalisés (à la fois au niveau de l'approvisionnement des clients, que des opérations et de la distribution), qui ont été les plus affectés par les annulations ou reports durant le premier semestre 2020, ont profité d'un rebond conséquent de l'activité.

Après un recul au premier trimestre 2021, les services de Formation se sont redressés car ils ont bénéficié de la reprise économique et de la possibilité de planifier à nouveau des sessions de formation en présentiel. Il a été observé un schéma de croissance similaire pour la Certification de produits alimentaires (et notamment pour les produits alimentaires biologiques), qui a fortement rebondi au deuxième trimestre.

Au cours du premier semestre, les services Développement Durable de Bureau Veritas ont augmenté de plus de 25 % (dont 32,1 % au deuxième trimestre), grâce notamment à une demande soutenue pour des services de vérification des émissions de gaz à effet de serre liés à l'évaluation de l'empreinte carbone, aux projets de compensation et d'élimination, et aux objectifs de neutralité ou de net zéro.

La croissance de la division a encore été soutenue par de nouveaux produits au cours du premier semestre, qui répondent à la demande globalement croissante des clients en matière de protection des marques et de traçabilité, tout au long de la chaîne d'approvisionnement. Elle a été soutenue plus particulièrement par les solutions de gestion des Risques d'entreprises, de Continuité d'activité, de Cybersécurité et des Systèmes de management de l'informatique.

La marge opérationnelle ajustée pour le premier semestre a atteint un très bon niveau de 19,4 %, par rapport aux 7,7 % de l'exercice précédent. Cela reflète une augmentation de 1 162 points de base (progression de 1 222 points de base en organique), favorisée par un fort levier opérationnel, le *mix* et les bénéfices des audits à distance.

Réalisations en matière de développement durable

Au cours du premier semestre, Bureau Veritas et la Fondation de la Mer, en collaboration avec le ministère de la Mer, ont lancé « Ocean Approved® », premier label mondial valorisant les entreprises qui s'engagent à prendre en compte et à améliorer leur impact sur l'océan. Un audit est mené par un organisme tiers indépendant, Bureau Veritas ou d'autres sociétés agréées par la Fondation de la Mer, pour leur expertise et leur savoir-faire, afin de garantir la véracité et la précision des déclarations de l'entreprise.

Le Groupe a également rejoint le projet OCARA, une initiative menée par Carbone 4. Le projet OCARA vise à mettre en place un référentiel pour analyser la résilience des entreprises face aux impacts du changement climatique. Il permettra aux entreprises de questionner leurs vulnérabilités, d'identifier les points de vigilance et de mettre en place un plan d'action de résilience climatique *ad hoc*.

BIENS DE CONSOMMATION

(en millions d'euros)	S1 2021	S1 2020	Var. (%)	Variation organique	Effet périmètre	Effet de change
Chiffre d'affaires	318,3	271,4	+ 17,3 %	+ 23,4 %	-	(6,1) %
Résultat opérationnel ajusté	71,8	24,1	+ 197,9 %			
Marge opérationnelle ajustée	22,6 %	8,9 %	+ 1 366 pb	+ 1 373 pb	-	(7) pb

L'activité Biens de consommation s'est fortement redressée au premier semestre 2021 avec une croissance organique de 23,4 %, favorisée principalement par une large reprise des activités en Asie, dans toutes les catégories de produits. Ce redressement témoigne de la montée en puissance de nombreuses opérations qui avaient été confinées pendant une bonne partie du premier semestre 2020. Les activités de Tests ont connu le rebond le plus important (en hausse de 31,3 %) tandis que les services d'Inspection et d'Audit ont connu une croissance de 24,1 %. Le chiffre d'affaires au deuxième trimestre a augmenté de 27,3 % sur une base organique et a confirmé l'amélioration observée au premier trimestre.

Au niveau géographique, la croissance a été généralisée, avec une performance exceptionnelle en Asie (portée par la Chine et les pays de l'Asie du Sud-Est) tandis que les niveaux d'activité affichent une croissance faible à modérée à deux chiffres partout ailleurs (Europe, Amérique latine et Amérique du Nord).

Le segment **Textiles** (36 % du chiffre d'affaires de la division) a réalisé une performance supérieure à la moyenne de la division, avec un deuxième trimestre très solide, porté par une performance remarquable à la fois en Chine et aux États-Unis du fait de la reprise des lancements de produits. L'Asie du Sud-Est (Vietnam, Indonésie, Bangladesh et Sri Lanka essentiellement) a conservé une bonne dynamique car les pays de cette région continuent de bénéficier d'une accélération de l'approvisionnement hors de Chine. Certains pays en Asie du Sud (et l'Inde en particulier) ont commencé à ressentir les effets des perturbations causées par les mesures de confinement. Au premier semestre 2021, l'acquisition d'une entreprise chinoise de tests de produits textiles, qui se concentre sur les marques nationales et les *e-shops*, a permis au Groupe d'accélérer son développement sur le marché chinois.

Le segment **Biens durables** (31 % du chiffre d'affaires de la division) a réalisé une performance supérieure à la moyenne de la division grâce à toutes les catégories de produits, en particulier les petits équipements et les produits de bricolage. Le sous-segment Jouets a rebondi sous l'effet de la Chine, mais aussi grâce à la performance enregistrée aux États-Unis au deuxième trimestre. Le sous-segment Cosmétiques, Hygiène et Beauté a encore gagné du terrain en Asie tandis que les produits de luxe doivent leur croissance à l'Italie. Les services d'Inspection et d'Audit ont eu une croissance plus rapide que la moyenne, car ils ont continué à bénéficier d'une demande importante d'audits sociaux et RSE. Ces services contribuent à garantir la conformité des chaînes d'approvisionnement par rapport aux règlements en vigueur, mais aussi les engagements des marques en termes de responsabilité sociale et environnementale.

Enfin, le segment **Produits Électriques & Électroniques (E&E, 34 % du chiffre d'affaires de la division)** a réalisé une performance inférieure à la moyenne de la division, avec une performance organique à deux chiffres dans les activités de tests dans le *Wireless* (produits de technologies sans fil / de l'Internet des objets (IoT)) et dans l'Automobile (services d'homologation et tests de fiabilité). La croissance a été forte en Chine et en Europe, tandis que le Japon a subi les effets des mesures de confinement et la Corée du Sud a pâti de la fin de contrats. En Asie, les produits et infrastructures liés à la 5G ont conservé une bonne dynamique, les plateformes de tests du Groupe (à Taïwan, en Corée du Sud et en Chine en particulier) fonctionnant à plein régime. Au premier semestre, le Groupe a poursuivi ses investissements dans les équipements de test de la technologie 5G afin de tirer pleinement avantage de cette opportunité de développement. Le Groupe a notamment démarré l'exploitation d'un laboratoire de tests dans les technologies sans fil (*Wireless*) pour répondre aux besoins du marché chinois.

Globalement, le Groupe a encore progressé dans sa stratégie de diversification vers les clients en ligne. Celle-ci a notamment été soutenue par des dépenses d'investissement et d'acquisition au premier semestre 2021.

La marge opérationnelle ajustée au premier semestre a fortement augmenté, atteignant les 22,6 % (progression de 1 366 points de base, dont 1 373 points de base en organique), ce qui est dû à une augmentation importante du chiffre d'affaires et aux mesures de réduction des coûts prises lors de l'exercice précédent.

Réalisations en matière de développement durable

Au cours du premier semestre 2021, Bureau Veritas a accompagné ses clients dans le cadre des analyses de cycle de vie des produits et dans l'éco-conception de ces derniers. Dans cette optique, le Groupe délivre le label de certification « Footprint Progress® », qui permet de distinguer les produits écoconçus. Parmi ses clients, Walmart a lancé ECO Records, une plateforme automatisée qui se concentre sur des labels plus durables. La plateforme offrira un système centralisé pour accélérer le processus de soumission et d'examen des labels plus durables. Bureau Veritas se chargera de l'examen des documents pour ce label écologique. En matière de Gestion durable des produits chimiques, H&M a étendu sa gestion environnementale au-delà des produits de l'habillement. L'entreprise a intégré la solution BVE3 de Bureau Veritas, un outil d'évaluation en ligne des émissions environnementales, dans sa gestion des accessoires et des chaussures, au cours du premier semestre. L'outil permet à la marque de contribuer à la réduction de l'empreinte chimique dangereuse de l'industrie de l'habillement et des chaussures.

1.4. FLUX DE TRESORERIE ET FINANCEMENT

1.4.1. FLUX DE TRESORERIE

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2021	S1 2020
Résultat avant impôts	309,2	(6,5)
Élimination des flux des opérations de financement et d'investissement	19,0	46,6
Provisions et autres éléments sans incidence sur la trésorerie	23,7	60,4
Amortissements et dépréciations	129,0	212,4
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	(68,5)	113,7
Impôts payés	(83,5)	(62,3)
Flux net de trésorerie généré par l'activité	328,9	364,3
Acquisitions de filiales	(35,9)	(17,1)
Cessions de filiales et d'activités	0,6	-
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(56,4)	(44,9)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	3,8	3,8
Acquisitions d'actifs financiers non courants	(8,6)	(11,0)
Cessions d'actifs financiers non courants	7,7	11,8
Variation des prêts et avances consentis	(0,8)	(2,5)
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	-	0,1
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	(89,6)	(59,7)
Augmentation de capital	6,1	2,2
Acquisition/Cession d'actions propres	13,7	3,0
Dividendes versés	(8,4)	(12,7)
Augmentation des emprunts et autres dettes financières	5,7	782,7
Remboursement des emprunts et autres dettes financières	(484,7)	(321,2)
Remboursement des dettes avec les actionnaires	-	-
Remboursement des dettes et intérêts de location	(55,3)	(52,0)
Intérêts payés	(47,4)	(53,6)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	(570,3)	348,6
Incidence des écarts de change	5,2	(12,2)
Incidence des changements de méthode	-	-
Variation de la trésorerie nette	(325,8)	640,9
Trésorerie nette au début de la période	1 587,0	1 465,7
Trésorerie nette à la fin de la période	1 261,2	2 106,6
<i>dont disponibilités et équivalent de trésorerie</i>	<i>1 267,6</i>	<i>2 120,5</i>
<i>dont concours bancaires courants</i>	<i>(6,4)</i>	<i>(13,9)</i>

Trésorerie nette provenant des activités opérationnelles du Groupe

Le flux net de trésorerie généré par l'activité (*cash-flow* opérationnel) atteint 328,9 millions d'euros au S1 2021 (en repli de 9,7 %). L'augmentation du résultat avant impôts a été largement compensée par une forte variation du besoin en fonds de roulement (BFR) qui est négative à hauteur de 68,5 millions d'euros, à comparer à une variation positive de 113,7 millions d'euros l'année précédente. Cette évolution s'explique par la très forte croissance enregistrée au deuxième trimestre (+22,5 % sur une base organique), et ce, malgré la poursuite des initiatives prises à travers toute l'organisation pour améliorer le fonds de roulement lié à l'activité de manière structurelle.

Au 30 juin 2021, le besoin en fonds de roulement s'élève à 367,2 millions d'euros, soit 7,6 % du chiffre d'affaires annualisé, à comparer à 320,1 millions d'euros, soit 7,1 % au 30 juin 2020. Dans un contexte de forte croissance du chiffre d'affaires qui consomme du fonds de roulement, la forte mobilisation de l'ensemble de l'organisation autour des indicateurs de trésorerie, ainsi que les initiatives du programme *Move For Cash* qui ont continué à être déployées au premier semestre (optimisation du processus *invoice to cash* - de la facturation au règlement -, accélération de la facturation et de l'encaissement dans tout le Groupe, renforcés au niveau central par un groupe de travail, ainsi que par le suivi quotidien du niveau d'encaissement), ont permis de contenir la hausse du BFR.

Évolution du flux net de trésorerie généré par l'activité

(en millions d'euros)

Flux net de trésorerie généré par l'activité au 30 juin 2020	364,3
Variation organique	(29,9)
Flux net de trésorerie généré par l'activité organique	334,4
Effet périmètre	+ 3,6
Flux net de trésorerie généré par l'activité à taux constant	338,0
Effet de change	(9,1)
FLUX DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ AU 30 JUIN 2021	328,9

Le tableau ci-dessous présente le calcul détaillé du flux de trésorerie disponible au premier semestre 2021 et au premier semestre 2020 :

(en millions d'euros)

	S1 2021	S1 2020
Flux net de trésorerie généré par l'activité	328,9	364,3
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles nettes des cessions	(52,6)	(41,0)
Intérêts payés	(47,4)	(53,6)
FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLE	228,9	269,6

Le flux de trésorerie disponible, correspondant au flux net de trésorerie généré par l'activité après impôts, intérêts financiers et acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles, s'élève à 228,9 millions d'euros au S1 2021, par rapport à 269,6 millions d'euros au S1 2020, soit une baisse de 15,1 % ou de 12,3 % à taux de change constant. Sur une base organique, le flux de trésorerie disponible a reculé 13,6 % au cours du premier semestre 2021.

Évolution du flux de trésorerie disponible

(en millions d'euros)

Flux de trésorerie disponible au 30 juin 2020	269,6
Variation organique	(36,6)
Flux de trésorerie disponible organique	233,0
Effet périmètre	+ 3,5
Flux de trésorerie disponible à taux constant	236,5
Effet de change	(7,6)
FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLE AU 30 JUIN 2021	228,9

Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles

L'inspection et la certification sont des activités de services peu intensives en capital alors que les activités d'analyse et de test en laboratoires requièrent des investissements en équipements. Ces dernières concernent les activités Biens de consommation et Agroalimentaire & Matières Premières ainsi que certaines activités d'inspection de marchandises aux frontières (Services au gouvernement faisant partie de l'activité Agroalimentaire & Matières Premières), nécessitant des équipements scanners et des systèmes d'information.

Le montant total des acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles net des cessions réalisées par le Groupe est de 52,6 millions d'euros au S1 2021, en hausse par rapport à 41,0 millions d'euros au S1 2020. Le Groupe enregistre un produit de cession de 3,8 millions d'euros au S1 2021, un niveau identique à celui enregistré au S1 2020.

Le taux d'investissement s'élève à environ 2,2 % du chiffre d'affaires, à un niveau supérieur à celui du S1 2020 (1,9 %).

Intérêts payés

Les intérêts payés sont en baisse à 47,4 millions d'euros à comparer à 53,6 millions d'euros au S1 2020.

La baisse des intérêts payés provient pour l'essentiel des remboursements des *US Private Placements* et des emprunts *Schuldschein* intervenus au cours de l'année 2020 dont une partie a fait l'objet de frais de remboursement anticipé. Par ailleurs, il est à noter que le premier semestre 2021 comprend le paiement en janvier 2021 d'un premier coupon long de l'obligation émise en novembre 2019.

Trésorerie nette provenant des activités d'investissement du Groupe

Acquisitions et cessions de sociétés

Une description succincte des principales acquisitions réalisées au cours du semestre est présentée au paragraphe 1.2 – Faits marquants du premier semestre 2021.

(en millions d'euros)	S1 2021	S1 2020
Prix des activités acquises	(30,7)	(1,7)
Réévaluation des titres à la juste valeur (regroupement d'entreprises réalisé par étapes)	-	-
Trésorerie des sociétés acquises	2,6	0,1
Coût d'acquisition restant à payer au 30 juin au titre des acquisitions de l'année	-	-
Paiement en éléments de capitaux propres	-	-
Décaissements sur acquisitions antérieures	(7,4)	(15,3)
Impact sur la trésorerie des activités acquises	(35,5)	(16,9)
Frais d'acquisition	(0,4)	(0,2)
ACQUISITION DE FILIALES	(35,9)	(17,1)

Trésorerie nette provenant des activités de financement du Groupe

Opérations sur le capital (augmentation, réduction et achat d'actions propres)

Au S1 2021, les opérations d'acquisitions et de cessions d'actions propres réalisées par la Société, dispositif utilisé notamment pour servir les plans de *stock-options* et d'actions de performance, ont généré une entrée de trésorerie nette de 13,7 millions d'euros à laquelle s'ajoutent 6,1 millions d'euros d'augmentations de capital.

Dividendes

Au S1 2021, le poste « dividendes versés » d'un montant total de 8,4 millions d'euros (12,7 millions d'euros au S1 2020) se compose principalement des dividendes versés aux minoritaires et des retenues à la source sur les dividendes intra-groupe.

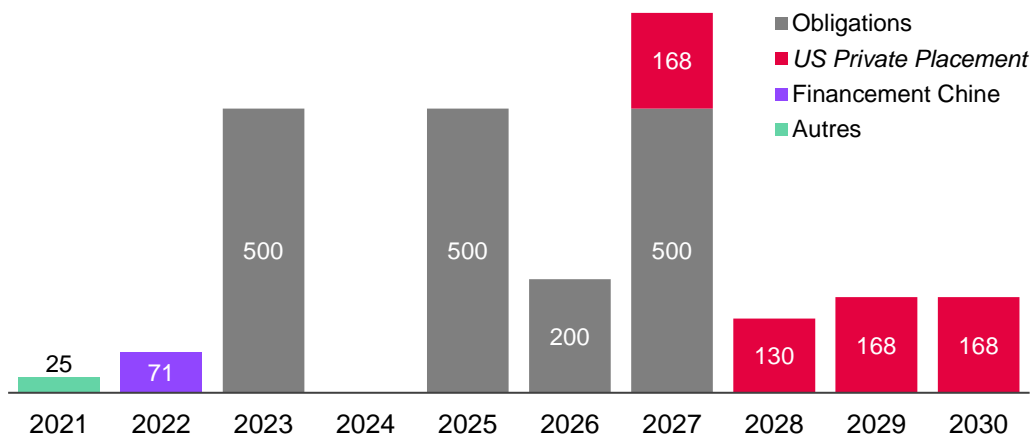
Tel que décrit dans la section 1.2 – Faits marquants du premier semestre 2021, les actionnaires, à l'occasion de l'Assemblée générale mixte de Bureau Veritas, ont approuvé la distribution d'un dividende de 0,36 euro par action au titre de l'exercice 2020 avec une mise en paiement, en numéraire, le 7 juillet 2021.

Dette financière

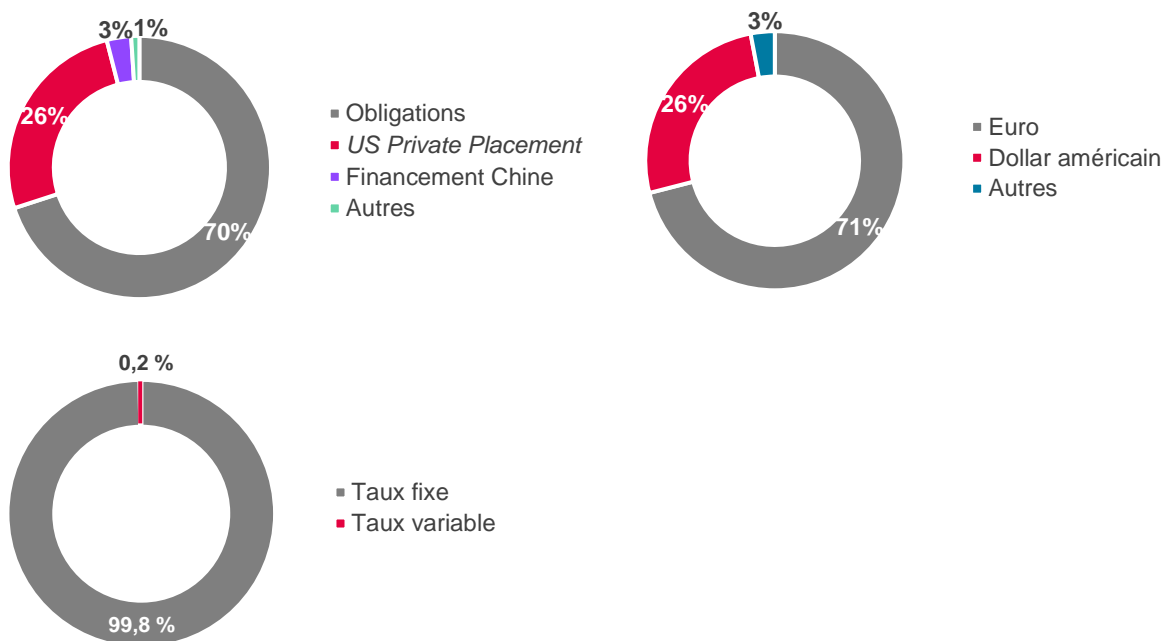
Le montant de la dette financière brute au bilan est en baisse de 494,9 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2020.

1.4.2. FINANCEMENT

Profil de maturité de la dette au 30 juin 2021



Répartition de la dette



Sources de financement du Groupe

Principales sources de financement

Au 30 juin 2021, l'endettement brut du Groupe s'élève à 2 431,7 millions d'euros et se compose de :

- Financements non bancaires :
 - le *US Private Placement 2017* (298,7 millions d'euros) porté par Bureau Veritas Holdings, Inc. ;
 - le *US Private Placement 2018* (168,3 millions d'euros) porté par Bureau Veritas Holdings, Inc. ;
 - le *US Private Placement 2019* (168,3 millions d'euros) ; et
 - les émissions obligataires de 2016, 2018 et 2019 (1,7 milliard d'euros) ;
- Financements bancaires :
 - le crédit syndiqué (« Crédit Syndiqué 2018 »), non tiré ;
 - le financement bancaire (71,0 millions d'euros) porté par Bureau Veritas Investment Shanghai Co., Ltd ;
 - les autres emprunts bancaires (4,8 millions d'euros) ; et
 - les concours bancaires (6,4 millions d'euros) ;
- Frais d'emprunts et d'intérêts courus (14,1 millions d'euros).

L'évolution de l'endettement brut du Groupe se présente de la manière suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2021	31 déc. 2020
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit (plus d'un an)	2 400,0	2 376,2
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit (moins d'un an)	25,3	543,0
Concours bancaires	6,4	7,5
ENDETTEMENT BRUT TOTAL	2 431,7	2 926,7

Le tableau suivant présente l'évolution de la trésorerie et de l'endettement net du Groupe :

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2021	31 déc. 2020
Valeurs mobilières et créances assimilées	379,2	524,0
Disponibilités	888,4	1 070,5
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 267,6	1 594,5
Endettement brut total	2 431,7	2 926,7
ENDETTEMENT NET TOTAL	1 164,1	1 332,2
Instruments de couverture de devises	1,3	(3,1)
ENDETTEMENT NET AJUSTE	1 165,4	1 329,1

La dette financière nette ajustée (dette financière nette après instruments de couverture de devises telle que définie dans le calcul des ratios bancaires) s'élève à 1 165,4 millions d'euros au 30 juin 2021, à comparer à 1 329,1 millions d'euros au 31 décembre 2020.

Ratios bancaires⁵

Certains financements du Groupe sont soumis au respect de certains engagements et ratios bancaires.

En juin 2020, le Groupe avait obtenu une dérogation de ses partenaires bancaires et investisseurs *US Private Placement* (« *USPP* ») pour l'assouplissement (« *waiver* ») de ces ratios bancaires pour les tests du 30 juin 2020, 31 décembre 2020 et 30 juin 2021 dans le contexte de la pandémie de Covid-19. En mai 2021, le Groupe est sorti par anticipation de l'amendement négocié avec les investisseurs *USPP* permettant de revenir aux ratios bancaires initiaux.

Au 30 juin 2021, tous ces engagements étaient respectés. Ces engagements peuvent être résumés ainsi :

- le premier ratio est défini comme le rapport de la dette financière nette ajustée sur l'EBITDA consolidé (résultat avant intérêts, impôts, amortissements et provisions) ajusté des 12 derniers mois de toute entité acquise, et doit être inférieur à 3,5x. Au 30 juin 2021, ce ratio s'élève à 1,30 ;
- le second ratio s'applique uniquement aux *USPP* et représente l'EBITDA consolidé (résultat avant intérêts, impôts, amortissements et provisions) ajusté des 12 derniers mois de toute entité acquise sur les charges financières nettes du Groupe et doit être supérieur à 5,5x. Au 30 juin 2021, ce ratio s'élève à 13,13.

Principales caractéristiques des financements

US Private Placement 2017

Le Groupe a mis en place en juillet 2017 deux placements privés aux États-Unis (« *USPP 2017* ») d'un montant total de 355 millions de dollars américains. Les caractéristiques de ces contrats de financement sont les suivantes :

Échéance	Montants (en millions d'euros)	Devise	Amortissement	Taux
Septembre 2027	168,3	USD	<i>In fine</i>	Fixe
Juillet 2028	130,4	USD	<i>In fine</i>	Fixe

Au 30 juin 2021, les lignes de financement de 200 millions et 155 millions de dollars américains portées par Bureau Veritas Holdings, Inc. sont tirées à 100 % en dollars américains.

US Private Placement 2018

Le Groupe a mis en place en décembre 2018 un placement privé aux États-Unis (« *USPP 2018* ») d'un montant total de 200 millions de dollars américains auprès d'un investisseur. Les caractéristiques de ce contrat de financement sont les suivantes :

Échéance	Montants (en millions d'euros)	Devise	Amortissement	Taux
Janvier 2029	168,3	USD	<i>In fine</i>	Fixe

Au 30 juin 2021, la ligne de financement de 200 millions de dollars américains portée par Bureau Veritas Holdings, Inc. est tirée à 100 % en dollars américains.

⁵ Le mode de calcul des ratios bancaires est défini contractuellement et se veut avant application d'IFRS 16.

US Private Placement 2019

Le Groupe a mis en place en novembre 2019 un placement privé aux États-Unis (« USPP 2019 ») d'un montant total de 200 millions de dollars américains. Les caractéristiques de ce contrat de financement sont les suivantes :

Échéance	Montants <i>(en millions d'euros)</i>	Devise	Amortissement	Taux
Janvier 2030	168,3	USD	<i>In fine</i>	Fixe

Au 30 juin 2021, la ligne de financement de 200 millions de dollars américains est tirée à 100 % en dollars américains.

Émissions obligataires 2014, 2016, 2018 et 2019

Le Groupe a réalisé cinq émissions obligataires non notées en 2014, 2016, 2018 et 2019 pour un total de 2,2 milliards d'euros. L'émission obligataire réalisée en 2014 d'un montant de 500 millions d'euros a fait l'objet d'un remboursement en janvier 2021. Les caractéristiques sont les suivantes :

Échéance	Montants <i>(en millions d'euros)</i>	Devise	Amortissement	Taux
Septembre 2023	500	EUR	<i>In fine</i>	1,250 %
Janvier 2025	500	EUR	<i>In fine</i>	1,875 %
Septembre 2026	200	EUR	<i>In fine</i>	2,000 %
Janvier 2027	500	EUR	<i>In fine</i>	1,125%

Negotiable European Commercial Paper (« NEU CP »)

Le Groupe dispose d'un programme de NEU CP auprès de la Banque de France afin d'optimiser sa gestion de trésorerie court terme. Les maturités des NEU CP sont inférieures à un an. Le plafond de ce programme est fixé à 600 millions d'euros.

Au 30 juin 2021, le Groupe n'a pas émis de NEU CP.

Negotiable European Medium Term Note (« NEU MTN »)

Le Groupe dispose d'un programme de NEU MTN auprès de la Banque de France afin de se doter d'un cadre juridique pour émettre des placements privés d'une durée de 1 à 3 ans. Le plafond de ce programme est fixé à 300 millions d'euros.

Au 30 juin 2021, le programme NEU MTN n'est pas utilisé.

Crédit Syndiqué 2018

Le Groupe dispose d'une ligne de crédit syndiqué *revolving* confirmée d'un montant de 600 millions d'euros. Cette ligne a été mise en place en mai 2018 pour une durée de cinq ans avec deux options d'extension d'une année chacune exerçables respectivement à l'issue de la première et la deuxième année.

Chacune des deux options d'extension a été exercée respectivement en mai 2019 et en mai 2020 portant l'échéance du Crédit Syndiqué 2018 à mai 2025.

En février 2021, le Groupe a signé un avenant au Crédit Syndiqué 2018 afin d'y intégrer des critères Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance (« ESG ») à horizon 2025. Les trois critères extra-financiers sélectionnés pour être intégrés au calcul du coût du financement du Crédit Syndiqué 2018 sont les suivants :

- le taux total d'accidents⁶ : Bureau Veritas vise la réduction du taux total d'accidents à un niveau de 0,26 à horizon 2025 (contre 0,38 en 2019, soit une baisse de 32 %) ;
- le taux de féminisation à des postes de direction : Bureau Veritas ambitionne de compter 35 % de femmes à des postes de direction⁷ en 2025 (contre 19,5 % en 2019, soit une augmentation de 80 % du nombre de postes occupés par des femmes) ;
- les émissions de CO₂ par employé (en tonnes par an) : Bureau Veritas projette de réduire ses émissions⁸ à 2,0 tonnes par an et par employé en 2025 (contre 2,85 tonnes en 2019, soit une baisse de 30 %).

Au 30 juin 2021, le Crédit Syndiqué 2018 n'est pas tiré.

Crédit Revolving 2020

En avril 2020, le Groupe avait mis en place une ligne de crédit *revolving* confirmée d'un montant de 500 millions d'euros pour une durée de 12 mois avec une option d'extension de 6 mois à la main du Groupe. L'option d'extension n'a pas été exercée et la ligne est arrivée à échéance en avril 2021.

Financement bancaires en yuan renminbi (« Financement Chine »)

Le Groupe a mis en place en septembre 2018 un financement bancaire d'un montant de 750 millions de yuans renminbi porté par Bureau Veritas Investment Shanghai Co., Ltd d'une durée de 2 ans. Le Financement Chine a fait l'objet d'un amendement signé en août 2020 portant l'échéance à septembre 2022.

Au 30 juin 2021, le Financement Chine est tiré à hauteur de 545 millions de yuans renminbi.

Sources de financement attendues pour les investissements futurs

Le Groupe prévoit que ses besoins de financement opérationnels seront totalement couverts par ses flux de trésorerie d'exploitation.

Au 30 juin 2021, pour le financement de sa croissance externe, le Groupe dispose des ressources provenant :

- des flux de trésorerie disponibles après impôts, frais financiers et dividendes ;
- de sa trésorerie disponible.

⁶ TAR : taux total d'accidents (nombre d'accidents avec et sans arrêt de travail x 200 000 / nombre d'heures travaillées).

⁷ Proportion de femmes du Comité exécutif à la Bande III (grade interne correspondant à une position de manager ou un poste de direction) dans le Groupe (nombre de femmes en équivalent temps plein occupant un poste de direction / nombre total d'équivalents temps plein occupant des postes de direction).

⁸ Émissions de gaz à effet de serre des bureaux et laboratoires, tonnes de CO₂ équivalent par employé et par an pour les émissions de Scope 1, 2 et 3 (émissions relatives aux déplacements professionnels).

1.5. DESCRIPTION DES PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES POUR LES 6 MOIS RESTANTS DE L'EXERCICE

Les lecteurs sont invités à se référer au Document d'enregistrement universel 2020 de la Société déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 25 mars 2021 sous le numéro D.20-0191 (chapitre 4 – Gestion des risques). Y sont notamment décrits les facteurs de risques, les assurances et les couvertures des risques, ainsi que la méthode de provisionnement des risques et litiges.

L'évolution des risques financiers et de marché sur le semestre est détaillée dans l'annexe aux états financiers consolidés semestriels à la Note 18 présentée au chapitre 2 – États financiers consolidés résumés au 30 juin 2021 du présent Rapport financier semestriel.

À l'exception de ces points, il n'est pas anticipé de risques ou d'incertitudes significatifs autres que ceux présentés dans ce document.

Procédures, enquêtes administratives, judiciaires et arbitrales

Dans le cours normal de ses activités, le Groupe est impliqué dans un nombre important de procédures judiciaires visant en particulier à mettre en cause sa responsabilité civile professionnelle. Bien que le Groupe porte une grande attention à la maîtrise des risques et à la qualité des prestations réalisées, certaines peuvent aboutir à des condamnations pécuniaires.

Les charges pouvant résulter de ces litiges font le cas échéant l'objet de provisions. Le montant comptabilisé en provisions est la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation, actualisée à la date de clôture. Les coûts que le Groupe peut être amené à engager peuvent excéder les montants des provisions pour litiges du fait de nombreux facteurs, notamment du caractère incertain de l'issue des litiges.

À la date du présent document, le Groupe est impliqué dans les principales procédures suivantes :

Contentieux relatif à la Construction d'un complexe hôtelier et commercial en Turquie

Bureau Veritas Gozetim Hizmetleri Ltd Sirketi (« BVG ») et la société turque Aymet sont parties à un contentieux devant le Tribunal de Commerce d'Ankara relatif à la construction d'un complexe hôtelier et commercial pour lequel elles ont conclu un contrat en 2003. En 2004, la construction du projet s'est arrêtée à la suite du retrait du financement du projet par la Banque Aareal. En 2008, Aymet a entamé une procédure contre BVG, alléguant de prétendus manquements dans la réalisation de sa mission d'inspection et de supervision du projet et la responsabilité de BVG dans le retrait du financement.

Sur le fond, les documents portés à la connaissance du Tribunal par BVG et par la Banque Aareal, qui a accordé un financement au titre du projet et qui elle-même a été assignée par Aymet, de même que plusieurs consultations juridiques d'éminents professeurs de droit turc, confortent la position de la Société selon laquelle les demandes de la société Aymet sont sans fondement juridique et contractuel solide.

En novembre 2017, une décision est intervenue dans l'affaire qui oppose – dans le cadre du même projet – la Banque Aareal et Aymet, via son représentant légal. Le Tribunal a considéré que la banque avait légitimement résilié son financement du fait des défaillances contractuelles de son emprunteur Aymet. Cette décision a été confirmée en appel mais Aymet a introduit un pourvoi, actuellement pendant.

Au regard du droit local, la réclamation d'Aymet est plafonnée à 87,4 millions de livres turques, auxquels s'ajoutent les intérêts au taux légal et les frais de justice.

Le 5 décembre 2018, le tribunal a fait droit, en intégralité, à la demande d'Aymet et a condamné BVG à payer à cette dernière les sommes réclamées. BVG contestant tant le principe de sa responsabilité que l'évaluation du préjudice a fait appel de cette décision en déposant une garantie bancaire pour faire échec à toute tentative d'exécution. L'appel est toujours pendant.

En l'état actuel, l'issue de ce litige reste incertaine bien que les avocats de BVG soient optimistes sur la décision d'appel. Sur la base des provisions passées par le Groupe, et en l'état des informations connues à ce jour, la Société considère, après prise en compte des avis de ses avocats, que ce sinistre n'aura pas d'impact défavorable significatif sur les états financiers consolidés du Groupe.

Positions fiscales incertaines

Bureau Veritas SA et certaines filiales du Groupe font l'objet de vérification de comptabilité ou ont reçu des propositions de rectification qui ont engendré des discussions avec les autorités locales compétentes au stade contentieux ou précontentieux.

À ce stade d'avancement des dossiers en cours et sur la base des informations connues à ce jour, le Groupe considère que ces risques, contrôles ou redressements ont donné lieu au montant approprié des positions fiscales incertaines constatées dans les états financiers consolidés du Groupe.

Il n'existe pas d'autres enquêtes ou procédures gouvernementales, administratives, judiciaires ou d'arbitrage (y compris toute procédure dont la Société a connaissance, qui soit en suspens ou dont le Groupe soit menacé) susceptibles d'avoir ou ayant eu, au cours des six derniers mois, des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité du Groupe. Les provisions pour litiges comptabilisées par le Groupe sont présentées dans la Note 14, figurant à la section 2.2 – Notes annexes aux états financiers consolidés semestriels résumés du présent Rapport financier semestriel, en ce qui concerne les litiges fiscaux relatifs aux impôts qui ne relèvent pas d'IAS 12.

1.6. TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIEES

Les lecteurs sont invités à se référer à la Note 19 – Transactions avec les parties liées présentée dans le chapitre 2 – États financiers consolidés résumés au 30 juin 2021 du présent Rapport financier semestriel.

1.7. PERSPECTIVES

Perspectives 2021 revues à la hausse

Sur la base de l'excellente performance enregistrée au premier semestre, en considérant des bases de comparaison élevées au second semestre, et en présumant l'absence de confinement strict dans ses principaux pays d'activités en raison de la pandémie de Covid-19, Bureau Veritas prévoit désormais pour l'année 2021 :

- d'atteindre une forte croissance organique de son chiffre d'affaires ;
- d'améliorer sa marge opérationnelle ajustée ;
- de générer des flux de trésorerie maintenus à un niveau élevé.

1.8. EVENEMENT POSTERIEUR A LA CLOTURE

Néant.

1.9. DEFINITIONS ET RAPPROCHEMENT DES INDICATEURS ALTERNATIFS DE PERFORMANCE AVEC LES INDICATEURS IFRS

Le processus de gestion de Bureau Veritas repose sur les indicateurs alternatifs de performance présentés ci-après. Ceux-ci ont été déterminés dans le cadre de la planification budgétaire et du reporting du Groupe, en interne et en externe. Bureau Veritas estime que ces indicateurs fournissent des renseignements supplémentaires utiles pour les utilisateurs des états financiers pour comprendre de façon adéquate la performance du Groupe, notamment sur le plan opérationnel. En outre, certains de ces indicateurs font référence dans l'industrie du « TIC » (Test, Inspection, Certification) et sont ceux principalement utilisés et suivis par la communauté financière. Ces indicateurs alternatifs de performance doivent être considérés comme complémentaires des indicateurs IFRS et des mouvements qui en découlent.

1.9.1. CROISSANCE

Croissance totale du chiffre d'affaires

Le pourcentage de croissance totale du chiffre d'affaires est un ratio qui mesure l'évolution du chiffre d'affaires du Groupe tel qu'il existe à la fin de l'exercice N par rapport à l'exercice N-1. La croissance totale du chiffre d'affaires se décompose en 3 éléments :

- la croissance organique ;
- l'impact périmètre ;
- l'effet de change.

Ces différentes composantes sont présentées dans la section 1.3.1 – Chiffre d'affaires du présent Rapport financier semestriel. Enfin, l'évolution du chiffre d'affaires, au niveau du Groupe et pour chaque activité, figure dans la section 1.3.8 – Résultat par activité du présent document.

Croissance organique

Le Groupe suit en interne et publie une croissance « organique » de son chiffre d'affaires que la Direction considère comme plus représentative de la performance opérationnelle pour chacun de ses secteurs d'activité.

La principale mesure de gestion et de contrôle de la croissance du chiffre d'affaires du Groupe est une croissance comparable. En effet, celle-ci permet de suivre l'évolution des activités du Groupe hors effets de change qui sont exogènes à Bureau Veritas, et des effets de portefeuille, qui concernent des activités nouvelles ou ne faisant plus partie du portefeuille d'activités. Cette mesure est utilisée pour l'analyse interne de la performance.

Bureau Veritas estime que cette mesure offre à la Direction et aux investisseurs une compréhension plus complète des résultats d'exploitation sous-jacents et des tendances des activités en cours, en excluant l'effet des acquisitions, des désinvestissements, y compris les cessions pures, ainsi que la cessation non désirée des activités (comme par exemple en raison de l'apparition de sanctions internationales), et l'évolution des taux de change pour les activités qui sont assujetties à la volatilité et qui peuvent occulter les tendances sous-jacentes.

Le Groupe estime également que la présentation séparée du chiffre d'affaires organique de ses activités fournit à la Direction et aux investisseurs des informations utiles sur les tendances de ses activités industrielles et permet une comparaison plus directe avec d'autres entreprises du secteur.

La croissance organique du chiffre d'affaires représente le pourcentage de croissance du chiffre d'affaires, présenté au niveau du Groupe et pour chaque activité, à périmètre et taux de change constants sur des périodes comparables :

- à périmètre de consolidation constant : effet de variation de périmètre retraité sur la base d'une période de douze mois ;
- à taux de change constants : exercice N retraité en utilisant les taux de change de l'exercice N-1.

Impact périmètre

Afin d'établir une comparaison à données comparables, l'impact des changements dans le périmètre de consolidation est déterminé :

- pour les acquisitions de l'exercice N, en déduisant du chiffre d'affaires de l'exercice N, le chiffre d'affaires généré par les activités acquises durant l'exercice N ;
- pour les acquisitions de l'exercice N-1, en déduisant du chiffre d'affaires de l'exercice N, le chiffre d'affaires généré par les activités acquises pendant les mois durant lesquels les activités acquises n'étaient pas consolidées en N-1 ;
- pour les cessions et désinvestissements de l'exercice N, en déduisant du chiffre d'affaires de l'exercice N-1, le chiffre d'affaires généré par les activités cédées et désinvesties durant l'exercice N-1 pendant les mois où les activités ne faisaient pas partie du Groupe durant l'exercice N ;
- pour les cessions et désinvestissements de l'exercice N-1, en déduisant du chiffre d'affaires de l'exercice N-1, le chiffre d'affaires généré par les activités cédées et désinvesties durant l'exercice N-1 avant la cession.

Effet de change

L'effet de change est calculé en convertissant le chiffre d'affaires de l'exercice N aux taux de change de l'exercice N-1.

1.9.2. RESULTAT OPERATIONNEL AJUSTE ET MARGE OPERATIONNELLE AJUSTEE

Les deux indicateurs mentionnés ci-après correspondent à des indicateurs clés pour mesurer la performance de l'activité, en excluant les éléments significatifs qui, en raison de leur nature, ne peuvent être considérés comme inhérents à la performance sous-jacente et intrinsèque du Groupe. En outre, Bureau Veritas estime que ces indicateurs, présentés au niveau du Groupe et pour chaque activité, sont plus représentatifs de la performance opérationnelle de son secteur d'activité. Les évolutions du résultat opérationnel ajusté et de la marge opérationnelle ajustée, au niveau du Groupe et pour chaque activité, figurent dans la section 1.3.8 – Résultat par activité du présent Rapport financier semestriel.

Résultat opérationnel ajusté

Le résultat opérationnel ajusté correspond au résultat opérationnel avant prise en compte des éléments d'ajustements suivants :

- les amortissements des actifs incorporels issus des acquisitions ;
- les pertes de valeurs des écarts d'acquisition ;
- les dépréciations et mises au rebut d'actifs immobilisés ;
- les résultats de cession d'activités et autres charges et produits relatifs aux acquisitions (honoraires et charges d'acquisition d'activités, ajustements des compléments de prix d'acquisition des activités) ;
- les charges de restructuration.

Lorsqu'une acquisition est réalisée en cours d'exercice, le montant des amortissements des actifs incorporels est calculé en tenant compte d'un *prorata temporis*.

Étant donné la durée de la période d'ajustement permettant de déterminer la juste valeur des actifs et passifs acquis (12 mois), l'amortissement des actifs incorporels de l'année d'acquisition peut, dans certains cas, reposer sur une évaluation temporaire et être légèrement ajusté l'année suivante, lorsque la valeur finale des actifs incorporels est connue.

Le résultat opérationnel ajusté organique représente le résultat opérationnel ajusté à périmètre et taux de change constants sur des périodes comparables :

- à périmètre de consolidation constant : retraité sur la base d'une période de douze mois ;
- à taux de change constants : exercice N retraité en utilisant les taux de change de l'exercice N-1.

L'impact périmètre et l'effet de change sont calculés selon une approche similaire à celle appliquée pour le chiffre d'affaires (voir ci-avant dans la section 1.9.1 – Croissance) pour chacune des composantes du résultat opérationnel et du résultat opérationnel ajusté.

La définition du résultat opérationnel ajusté ainsi qu'un tableau de réconciliation sont présentés à la Note 4 – Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS annexée aux états financiers consolidés semestriels, figurant au chapitre 2 – États financiers consolidés résumés au 30 juin 2021 du présent Rapport financier semestriel.

Marge opérationnelle ajustée

La marge opérationnelle ajustée, présentée en pourcentage, correspond au résultat opérationnel ajusté rapporté au chiffre d'affaires. La marge opérationnelle ajustée peut être exprimée sur une base organique ou à taux de change constants, permettant dans ce dernier cas d'isoler la performance de l'effet de change qui est exogène au Groupe.

1.9.3. TAUX EFFECTIF D'IMPOT AJUSTE

Le taux effectif d'impôt (TEI) représente la charge d'impôt divisée par le montant du résultat avant impôt.

Le taux effectif d'impôt ajusté (TEI ajusté) représente la charge d'impôt ajustée de l'effet d'impôt sur les éléments d'ajustement divisée par le résultat avant impôt avant prise en compte des éléments d'ajustement tels que définis dans la section 1.9.2 – Résultat opérationnel ajusté et marge opérationnelle ajustée du présent Rapport financier semestriel.

1.9.4. RESULTAT NET AJUSTE

Résultat net ajusté part du Groupe

Le résultat net ajusté part du Groupe est défini comme le Résultat net part du Groupe ajusté des éléments d'ajustement et de l'effet d'impôt sur les éléments d'ajustement. Le résultat net ajusté part du Groupe exclut la part des intérêts minoritaires sur les éléments d'ajustements et ne concerne que les activités poursuivies.

Le résultat net ajusté part du Groupe peut être exprimé à taux de change constants, permettant ainsi d'isoler la performance de l'effet de change qui est exogène au Groupe. L'effet de change est calculé sur la base de la conversion des différents éléments du compte de résultat de l'exercice N aux taux de change de l'exercice N-1.

Les éléments d'ajustements figurent dans la section 1.9.2 – Résultat opérationnel ajusté et marge opérationnelle ajustée du présent Rapport financier semestriel.

Résultat net ajusté part du Groupe par action

Le résultat net ajusté part du Groupe par action, ou bénéfice net ajusté par action (BPA ajusté), correspond au résultat net ajusté part du Groupe divisé par le nombre moyen pondéré d'actions sur l'exercice.

1.9.5. FLUX DE TRESORERIE DISPONIBLE

Le flux de trésorerie disponible correspond au flux net de trésorerie généré par l'activité (ou *cash flow* opérationnel) retraité des éléments suivants :

- acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles ;
- cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles ;
- intérêts payés.

Il est à noter que le flux net de trésorerie généré par l'activité est présenté après impôts payés.

Le flux de trésorerie disponible organique représente flux de trésorerie disponible à périmètre et taux de change constants sur des périodes comparables :

- à périmètre de consolidation constant : retraité sur la base d'une période de douze mois ;
- à taux de change constants : exercice N retraité en utilisant les taux de change de l'exercice N-1.

L'impact périmètre et l'effet de change sont calculés selon une approche similaire à celle appliquée pour le chiffre d'affaires (voir ci-avant dans la section 1.9.1 – Croissance) pour chacune des composantes du flux net de trésorerie généré par l'activité et du flux de trésorerie disponible.

La définition du flux de trésorerie disponible ainsi qu'un tableau de réconciliation sont présentés à la Note 4 – Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS annexée aux états financiers consolidés semestriels, figurant au chapitre 2 – États financiers consolidés résumés au 30 juin 2021 du présent Rapport financier semestriel. Les évolutions du flux net de trésorerie généré par l'activité et du flux de trésorerie disponible figurent dans la section 1.4.1 – Flux de trésorerie du présent document.

1.9.6. ENDETTEMENT FINANCIER

Endettement brut

L'endettement brut (ou dette financière brute) correspond aux emprunts et dettes auprès d'établissements de crédits auxquels s'ajoutent les concours bancaires.

Endettement net

L'endettement net (ou dette financière nette) tel que défini et utilisé par le Groupe correspond à l'endettement brut diminué de la trésorerie et équivalents de trésorerie. La trésorerie et équivalents de trésorerie est constituée des valeurs mobilières et créances assimilées ainsi que des disponibilités.

Endettement net ajusté

L'endettement net ajusté (ou dette financière nette ajustée) tel que défini et utilisé par le Groupe correspond à l'endettement net tenant compte des instruments de couverture de devises et de taux d'intérêt.

Les définitions de l'endettement financier ainsi qu'un tableau de réconciliation sont présentés à la Note 12 – Dette financière annexée aux états financiers consolidés, figurant au chapitre 2 – États financiers consolidés résumés au 30 juin 2021 du présent Rapport financier semestriel.

1.9.7. EBITDA CONSOLIDÉ

L'EBITDA consolidé correspond au résultat net avant intérêts, impôts, amortissements et provisions ajusté des 12 derniers mois de toute entité acquise. L'EBITDA consolidé est utilisé par le Groupe dans le cadre du suivi des ratios bancaires.

1.10. STRATEGIE RSE A HORIZON 2025 ET INDICATEURS EXTRA-FINANCIERS

Bureau Veritas continue de s'engager en matière de performance extra-financière. En amont de son prochain plan stratégique, le Groupe a présenté en février sa stratégie en matière de responsabilité sociale et environnementale (RSE) à horizon 2025. Cette stratégie, alignée sur les Objectifs de Développement Durable des Nations unies (ODD), vise à « Bâtir un monde meilleur ». Elle s'articule autour de trois axes stratégiques : « Bâtir un meilleur environnement de travail », « Contribuer à une meilleure protection l'environnement », et « Promouvoir les Meilleures Pratiques d'affaires » ; et est construite sur trois piliers de durabilité : « Le capital social et le capital humain », « Le capital naturel » et « La gouvernance ».

Axes stratégiques	Bâtir un meilleur environnement de travail			Contribuer à une meilleure protection l'environnement	Promouvoir les Meilleures Pratiques d'affaires
Piliers de durabilité	Le capital social et le capital humain			Le capital naturel	La gouvernance
ODD des Nations Unies	Objectif 3 : Bonne santé et bien-être	Objectif 5 : Égalité entre les sexes	Objectif 8 : Travail décent et croissance économique	Objectif 13 : Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques	Objectif 16 : Paix, justice et institutions efficaces
Priorités RSE de Bureau Veritas	<ul style="list-style-type: none"> Assurer la santé et la sécurité au travail ; Respecter les droits humains ; Fournir l'accès à un niveau élevé de protection sociale ; Garantir des services de volontariat / mécénat pour les employés. 	<ul style="list-style-type: none"> Assurer une rémunération égale entre les femmes et les hommes ; Garantir la diversité et des opportunités équivalentes ; Lutter contre le harcèlement au travail ; Augmenter la proportion des femmes dirigeantes (cadres) et dans la population générale. 	<ul style="list-style-type: none"> Favoriser l'emploi ; Lutter contre toute forme de discrimination ; Soutenir le développement des compétences ; S'assurer de la disponibilité de main d'œuvre qualifiée. 	<ul style="list-style-type: none"> Augmenter l'efficacité énergétique ; Diminuer les émissions de gaz à effet de serre ; Identifier les risques et opportunités inhérents au changement climatique. 	<ul style="list-style-type: none"> Respecter une gouvernance efficace, responsable et transparente ; Lutter contre la corruption ; Concourir à la production de produits de qualité et conformes aux réglementations ; Protéger les données des clients et soutenir le développement de la cybersécurité ; S'approvisionner de façon responsable et auprès de fournisseurs / sous-traitants respectant le Code d'éthique du Groupe.

L'ambition extra-financière de Bureau Veritas à horizon 2025 mise en œuvre à travers 20 priorités RSE sera suivie grâce à 17 indicateurs clés au total, dont 5 sont communiqués sur une base trimestrielle :

	ODD des Nations Unies	S1 2021	Exercice 2020	Ambition 2025
LE CAPITAL SOCIAL ET LE CAPITAL HUMAIN				
Taux total d'accidents (TAR) ⁹	N° 3	0,25	0,26	0,26
Taux de féminisation des postes de direction ¹⁰	N° 5	20,3 %	19,8 %	35 %
Nombre d'heures de formation par employé (par an) ¹¹	N° 8	11,7	23,9	35,0
LE CAPITAL NATUREL				
Émissions de CO ₂ par employé (tonnes par an) ¹²	N° 13	N/A	2,44	2,00
LA GOUVERNANCE				
Part des collaborateurs formés au Code d'éthique	N° 16	97,6 %	98,5 %	99 %

⁹ TAR : taux total d'accidents (nombre d'accidents avec et sans arrêt de travail x 200 000 / nombre d'heures travaillées).

¹⁰ Proportion de femmes du Comité exécutif à la Bande III (grade interne correspondant à une position de *manager* ou un poste de direction) dans le Groupe (nombre de femmes en équivalent temps plein occupant un poste de direction / nombre total d'équivalents temps plein occupant des postes de direction).

¹¹ Indicateur calculé sur une période de 6 mois par rapport à une période de 12 mois pour les valeurs de l'exercice 2020 et l'ambition 2025.

¹² Émissions de gaz à effet de serre des bureaux et laboratoires, tonnes de CO₂ équivalent par employé et par an pour les émissions de Scope 1, 2 et 3 (émissions relatives aux déplacements professionnels).

2. ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS AU 30 JUIN 2021

2.1. ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS SEMESTRIELS

Compte de résultat consolidé semestriel

<i>(en millions d'euros sauf les résultats par action)</i>	Notes	S1 2021	S1 2020
Chiffre d'affaires	5	2 418,4	2 200,5
Achats et charges externes	6	(674,0)	(663,3)
Frais de personnel		(1 249,2)	(1 182,2)
Impôts et taxes		(23,0)	(22,0)
(Dotations) / reprises de provisions		(13,2)	(44,4)
Dotations aux amortissements		(129,0)	(212,4)
Autres produits et charges d'exploitation	6	16,1	(16,6)
Résultat opérationnel	5	346,1	59,6
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence		-	-
Résultat opérationnel après quote-part de résultat net des sociétés mises en équivalence		346,1	59,6
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		2,1	4,6
Coût de l'endettement financier brut		(39,7)	(64,9)
Coût de l'endettement financier net		(37,6)	(60,3)
Autres produits et charges financiers		0,7	(5,8)
Résultat financier		(36,9)	(66,1)
Résultat avant impôts		309,2	(6,5)
Charge d'impôt		(97,1)	(24,3)
Résultat net		212,1	(30,8)
Intérêts minoritaires		(15,2)	(3,3)
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE		196,9	(34,1)
Résultat par action (en euros) :			
Résultat net	16	0,44	(0,08)
Résultat net dilué	16	0,43	(0,08)

Les Notes en pages 44 à 57 font partie intégrante des états financiers résumés.

Résultat global consolidé semestriel

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2021	S1 2020
Résultat net	212,1	(30,8)
Autres éléments du résultat global		
Éléments recyclables en résultat		
Écarts de conversion (1)	73,8	(123,9)
Couvertures de flux de trésorerie (2)	(0,1)	(0,2)
Effet d'impôt sur les éléments recyclables en résultat	-	-
Total des éléments recyclables en résultat	73,7	(124,1)
Éléments non recyclables en résultat		
Gains / (pertes) actuariels (3)	9,2	(2,1)
Effet d'impôt sur les éléments non recyclables en résultat	(2,1)	0,5
Total des éléments non recyclables en résultat	7,1	(1,6)
Total des autres éléments du résultat global (après impôt)	80,8	(125,7)
RÉSULTAT GLOBAL	292,9	(156,5)
<i>revenant :</i>		
aux actionnaires de la société	274,0	(156,4)
aux participations ne donnant pas le contrôle	18,9	(0,1)

- (1) Écart de conversion : ce poste comprend les écarts dus à la conversion en euro des comptes des filiales étrangères. Les principales devises qui concourent à la variation de la période sont le dollar canadien (24,9 millions d'euros), le real brésilien (8,8 millions d'euros) et le dollar hongkongais (7,7 millions d'euros).
- (2) La variation de la réserve de couvertures de flux de trésorerie résulte de la variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés éligibles à la comptabilité de couverture.
- (3) Gains et pertes actuariels : le Groupe comptabilise en capitaux propres les écarts actuariels relatifs à l'évaluation des avantages au personnel à long terme. Ces écarts actuariels correspondent à l'incidence des ajustements liés à l'expérience et au changement des hypothèses d'évaluation (taux d'actualisation, taux d'augmentation des salaires et taux d'augmentation des retraites) de l'obligation relative au régime à prestations définies. Le montant de 9,2 millions d'euros provient essentiellement des écarts actuariels comptabilisés en France.

Les Notes en pages 44 à 57 font partie intégrante des états financiers résumés.

État de la situation financière consolidée semestrielle

(en millions d'euros)	Notes	Jun 2021	Décembre 2020
Écarts d'acquisition	8	2 017,7	1 942,9
Immobilisations incorporelles		428,2	427,3
Immobilisations corporelles		351,3	348,8
Droits d'utilisation		363,5	375,7
Actifs financiers non courants		108,9	105,7
Impôts différés actifs		126,1	136,6
Total actif non courant		3 395,7	3 337,0
Clients et autres débiteurs		1 379,3	1 332,7
Actifs sur contrats		272,2	232,1
Impôt sur le résultat - actif		41,2	46,1
Instruments financiers dérivés		4,1	6,7
Autres actifs financiers courants		12,4	17,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie		1 267,6	1 594,5
Total actif courant		2 976,8	3 229,1
TOTAL ACTIF		6 372,5	6 566,1
Capital		54,3	54,2
Réserves et résultat consolidés		1 303,0	1 183,8
Capitaux propres revenant aux actionnaires de la société		1 357,3	1 238,0
Participations ne donnant pas le contrôle		60,7	47,7
Total capitaux propres		1 418,0	1 285,7
Dettes financières non courantes	12	2 400,0	2 376,2
Dettes de location non courantes		305,3	320,4
Autres passifs financiers non courants		113,9	91,4
Impôts différés passifs		90,5	84,4
Avantages au personnel à long terme		189,1	197,7
Provisions pour risques et charges	14	95,4	92,5
Total passif non courant		3 194,2	3 162,6
Dettes fournisseurs et autres créditeurs		1 068,1	1 089,6
Passifs sur contrats		216,1	194,9
Impôt sur le résultat exigible		119,2	125,8
Dettes financières courantes	12	31,7	550,5
Dettes de location courantes		100,8	99,3
Instruments financiers dérivés		5,3	3,6
Autres passifs financiers courants		219,1	54,1
Total passif courant		1 760,3	2 117,8
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		6 372,5	6 566,1

Les Notes en pages 44 à 57 font partie intégrante des états financiers résumés.

Tableau de variation des capitaux propres consolidés semestriels

(en millions d'euros)	Capital	Primes	Réserve de conversion	Autres réserves	Total capitaux propres	Revenant aux actionnaires de la Société	Revenant aux participations ne donnant pas le contrôle
Au 31 Décembre 2019	54,2	229,6	(248,1)	1 286,4	1 322,1	1 263,8	58,3
Augmentation de capital	-	2,2	-	-	2,2	2,2	-
Charge IFRS 2 des plans de stock-options et d'actions de performance	-	-	-	12,0	12,0	12,0	-
Dividendes versés	-	-	-	(8,2)	(8,2)	-	(8,2)
Transactions sur actions propres	-	-	-	3,0	3,0	3,0	-
Entrées de périmètre	-	-	-	(0,1)	(0,1)	-	(0,1)
Autres mouvements (1)	-	-	-	1,0	1,0	(0,2)	1,2
Total des opérations avec les actionnaires	54,2	231,8	(248,1)	1 294,1	1 332,0	1 280,8	51,2
Résultat net	-	-	-	(30,8)	(30,8)	(34,1)	3,3
Autres éléments du résultat global	-	-	(123,9)	(1,8)	(125,7)	(122,3)	(3,4)
Résultat global	-	-	(123,9)	(32,6)	(156,5)	(156,4)	(0,1)
30 juin 2020	54,2	231,8	(372,0)	1 261,5	1 175,5	1 124,4	51,1
Au 31 Décembre 2020	54,2	232,3	(445,9)	1 445,1	1 285,7	1 238,0	47,7
Augmentation de capital	0,1	14,0	-	-	14,1	14,1	-
Charge IFRS 2 des plans de stock-options et d'actions de performance	-	-	-	13,4	13,4	13,4	-
Dividendes	-	-	-	(170,7)	(170,7)	(162,6)	(8,1)
Transactions sur actions propres	-	-	-	13,7	13,7	13,7	-
Entrées de périmètre	-	-	-	6,7	6,7	(0,7)	7,4
Autres mouvements (1)	-	-	-	(37,8)	(37,8)	(32,6)	(5,2)
Total des opérations avec les actionnaires	54,3	246,3	(445,9)	1 270,4	1 125,1	1 083,3	41,8
Résultat net	-	-	-	212,1	212,1	196,9	15,2
Autres éléments du résultat global	-	-	73,7	7,1	80,8	77,1	3,7
Résultat global	-	-	73,7	219,2	292,9	274,0	18,9
30 juin 2021	54,3	246,3	(372,2)	1 489,6	1 418,0	1 357,3	60,7

(1) Le poste « Autres mouvements » est constitué majoritairement :

- de transferts de réserves entre la part revenant aux actionnaires de la Société et aux participations ne donnant pas le contrôle ;
- de la variation de la juste valeur des *puts* sur minoritaires.

Les Notes en pages 44 à 57 font partie intégrante des états financiers résumés.

Tableau consolidé semestriel des flux de trésorerie

(en millions d'euros)	Notes	S1 2021	S1 2020
Résultat avant impôts		309,2	(6,5)
Élimination des flux des opérations de financement et d'investissement		19,0	46,6
Provisions et autres éléments sans incidence sur la trésorerie		23,7	60,4
Amortissements et dépréciations		129,0	212,4
Variations du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	15	(68,5)	113,7
Impôts payés		(83,5)	(62,3)
Flux net de trésorerie généré par l'activité		328,9	364,3
Acquisitions de filiales	9	(35,9)	(17,1)
Cessions de filiales et d'activités		0,6	-
Acquisitions d'immobilisations corporelles & incorporelles		(56,4)	(44,9)
Cessions d'immobilisations corporelles & incorporelles		3,8	3,8
Acquisitions d'actifs financiers non courants		(8,6)	(11,0)
Cessions d'actifs financiers non courants		7,7	11,8
Variation des prêts et avances consentis		(0,8)	(2,5)
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		0,0	0,1
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement		(89,6)	(59,7)
Augmentation du capital		6,1	2,2
Acquisition / Cession d'actions propres		13,7	3,0
Dividendes versés		(8,4)	(12,7)
Augmentation des emprunts et autres dettes financières		5,7	782,7
Remboursement des emprunts et autres dettes financières		(484,7)	(321,2)
Remboursement des dettes et intérêts de location		(55,3)	(52,0)
Intérêts payés		(47,4)	(53,6)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		(570,3)	348,6
Incidence des écarts de change		5,2	(12,2)
VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE		(325,8)	640,9
Trésorerie nette au début de la période		1 587,0	1 465,7
TRÉSORERIE NETTE À LA FIN DE LA PÉRIODE		1 261,2	2 106,6
Dont disponibilités et équivalents de trésorerie		1 267,6	2 120,5
Dont concours bancaires courants	12	(6,4)	(13,9)

Les Notes en pages 44 à 57 font partie intégrante des états financiers résumés.

2.2 NOTES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES SEMESTRIELS RESUMES

Note 1 Informations générales

Bureau Veritas SA (la « **Société** ») et l'ensemble de ses filiales constituent le Groupe Bureau Veritas (ci-dessous appelé « **Bureau Veritas** » ou le « **Groupe** »).

Depuis sa création en 1828, Bureau Veritas a développé une expertise reconnue pour aider ses clients à se conformer aux normes ou aux réglementations relatives à la qualité, l'hygiène et la santé, la sécurité, l'environnement et la responsabilité sociale. L'activité de Bureau Veritas consiste à inspecter, analyser, auditer ou certifier les produits, les actifs et les systèmes de management de ses clients par rapport à des référentiels réglementaires ou volontaires, pour délivrer ensuite des rapports de conformité.

Bureau Veritas SA est une société anonyme de droit français à Conseil d'administration soumise aux dispositions du Livre II du Code de commerce applicables aux sociétés commerciales ainsi qu'à toutes autres dispositions légales et réglementaires applicables aux sociétés commerciales et à ses statuts.

Son siège social est situé Immeuble Newtime, 40/52 Boulevard du Parc, 92200 Neuilly-sur-Seine, France. Elle est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro d'identification 775 690 621 RCS Nanterre. Le Code APE de la Société qui identifie le type d'activité de l'entreprise est le 7120B. Il correspond à l'activité analyses, essais et inspections techniques. Le numéro LEI (*Legal Entity Identifier*) de la Société est 969500TPU5T3HA5D1F11.

La Société a été constituée par acte des 2 et 9 avril 1868 reçu par Maître Delaunay, notaire à Paris. La durée de la Société expirera, sauf dissolution anticipée ou prorogation décidée par l'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires conformément à la loi et aux statuts, le 31 décembre 2080.

Son exercice social débute le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Le site internet de la Société est accessible à l'adresse suivante : <https://group.bureauveritas.com/fr>.

De 2004 à octobre 2007, le Groupe était détenu à plus de 99 % par Wendel. Le 24 octobre 2007, 37,2 % des titres de Bureau Veritas SA ont été admis sur le marché Euronext Paris.

Au 30 juin 2021, Wendel détient 35,51 % du capital de Bureau Veritas et 51,65 % des droits de vote théoriques.

La Société consolidante ultime de Bureau Veritas est Wendel-Participations SE.

Ces états financiers consolidés ont été arrêtés le 27 juillet 2021 par le Conseil d'administration.

Note 2 Faits marquants du premier semestre 2021

Activité dans le contexte de crise sanitaire liée au Covid-19

L'activité du premier semestre a bénéficié d'un retour à un environnement opérationnel plus normal par rapport au premier semestre 2020.

Acquisitions

Au cours du premier semestre 2021, le Groupe a réalisé les principales acquisitions suivantes :

- Secura B.V., une société néerlandaise spécialisée dans les services de cybersécurité ;
- Bradley, une société américaine spécialisée dans les services de gestion de la construction pour le secteur des énergies renouvelables ;

L'impact de ces acquisitions dans les comptes semestriels est détaillé dans la Note 9 - Acquisitions et cessions.

Dividende

À l'occasion de l'Assemblée générale mixte de Bureau Veritas, les actionnaires ont approuvé la distribution d'un dividende de 0,36 euro par action au titre de l'exercice 2020 avec une mise en paiement, en numéraire, le 7 juillet 2021.

Note 3 Principes et méthodes comptables

Base de préparation des états financiers

Ces états financiers consolidés résumés du premier semestre 2021 sont établis conformément à IAS 34 « Information financière intermédiaire » telle qu'adoptée dans l'Union Européenne. Ils doivent être lus en liaison avec les états financiers annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2020 qui ont été établis conformément aux normes IFRS telles qu'adoptées dans l'Union Européenne.

Évolution du référentiel IFRS

Les normes et textes applicables par le Groupe et entrés en vigueur à compter de l'exercice ouvert au 1^{er} janvier 2021 sont les suivants :

- amendements IFRS 9, IAS 39 et IFRS 7, en lien avec la réforme des taux interbancaires de référence. Ces amendements n'ont pas d'incidence au 30 juin 2021 ;
- décision de l'IFRIC sur la répartition de la charge des régimes à prestations définies. L'incidence de cette décision est en cours d'évaluation.

Note 4 Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS

Dans le cadre de sa communication externe, le Groupe utilise des indicateurs financiers non définis par les normes IFRS.

Ces indicateurs sont définis ci-dessous.

Le résultat opérationnel ajusté représente le résultat opérationnel du Groupe avant prise en compte des éléments d'ajustement suivants :

- les amortissements des actifs incorporels issus des acquisitions ;
- les dépréciations et mises au rebut d'actifs immobilisés ;
- les pertes de valeurs des écarts d'acquisition ;
- les honoraires et charges d'acquisitions d'activités ;
- les ajustements des compléments de prix d'acquisition des activités ;
- les résultats de cession d'activités ;
- les charges de restructuration.

Lorsqu'une acquisition est réalisée en cours d'exercice, le montant des amortissements des actifs incorporels est calculé en tenant compte d'un *pro rata temporis*.

Étant donné la durée de la période d'ajustement permettant de déterminer la juste valeur des actifs et passifs acquis (12 mois), l'amortissement des actifs incorporels de l'année d'acquisition peut, dans certains cas, reposer sur une évaluation temporaire et être légèrement ajusté l'année suivante, lorsque la valeur finale des actifs incorporels est connue.

Comme le chiffre d'affaires, il s'agit d'un indicateur majeur suivi de manière interne, considéré par la Direction du Groupe comme représentatif de la performance opérationnelle dans son secteur d'activité.

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2021	S1 2020
Résultat opérationnel	346,1	59,6
Amortissement des actifs incorporels issus des acquisitions	28,9	104,4
Dépréciation et mise au rebut d'actifs immobilisés	2,9	22,0
Charges de restructuration	4,4	21,7
Résultats de cessions d'activité et autres charges et produits relatifs aux acquisitions	(4,1)	8,1
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL AJUSTÉ	378,2	215,8

Le **résultat net ajusté part du Groupe** est défini comme le Résultat net part du Groupe retraité des éléments d'ajustement nets d'impôt. Il ne concerne que le résultat des activités poursuivies.

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2021	S1 2020
Résultat net part du Groupe	196,9	(34,1)
Produits/Charges relatifs aux acquisitions et autres éléments d'ajustement	32,1	156,2
Effet d'impôt	(12,8)	(32,4)
Intérêts minoritaires	(1,5)	(2,3)
RÉSULTAT NET AJUSTÉ PART DU GROUPE	214,7	87,4

Le **flux de trésorerie disponible** correspond aux Flux Nets de Trésorerie liés à l'activité retraités des acquisitions nettes d'immobilisations corporelles et incorporelles et des intérêts financiers payés :

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2021	S1 2020
Flux net de trésorerie généré par l'activité	328,9	364,3
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(56,4)	(44,9)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	3,8	3,8
Intérêts payés	(47,4)	(53,6)
FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLE	228,9	269,6

Le **taux effectif d'impôt ajusté** est défini dans la Note 7 – Impôt sur le résultat. Le **dette financière nette ajustée** est définie dans la Note 12 – Dette Financière.

Note 5 Information sectorielle

Les types de services générant le chiffre d'affaires des différentes activités sont définis dans la Note 7 – Information sectorielle de la section 6.6 – Notes annexes aux comptes consolidés du Document d'enregistrement universel 2020.

L'analyse sectorielle du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel est présentée telle qu'elle est suivie par le management du Groupe.

<i>(en millions d'euros)</i>	Chiffre d'affaires		Résultat opérationnel	
	S1 2021	S1 2020	S1 2021	S1 2020
Marine & Offshore	189,2	185,0	42,1	5,0
Agroalimentaire & Matières Premières	518,0	517,1	63,5	5,9
Industrie	487,2	473,6	47,3	21,4
Batiment & Infrastructure	709,2	611,4	95,3	15,7
Certification	196,5	142,0	35,8	10,5
Biens de consommation	318,3	271,4	62,1	1,1
TOTAL	2 418,4	2 200,5	346,1	59,6

La répartition géographique du chiffre d'affaires présentée ci-dessous est fondée sur le lieu dans lequel l'entité juridique est implantée, à l'exception de certains contrats mondiaux qui peuvent être opérés par une autre filiale que l'entité de facturation et dont le chiffre d'affaires est alloué à la région d'opération.

Cette répartition du chiffre d'affaires par région est la suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2021	S1 2020
Europe	37,5%	36,6%
Asie & Pacifique	30,6%	30,1%
Amériques	23,2%	24,3%
Afrique & Moyen-Orient	8,7%	9,0%
TOTAL	100,0%	100,0%

Note 6 Éléments du résultat opérationnel

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2021	S1 2020
Achats de matières	(96,3)	(104,8)
Sous-traitance opérationnelle	(227,5)	(220,8)
Locations immobilières et mobilières	(30,0)	(31,7)
Transports et déplacements	(97,6)	(99,0)
Autres services extérieurs	(222,6)	(207,0)
Total achats et charges externes	(674,0)	(663,3)
Gains/pertes sur cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	1,2	(14,3)
Gains/pertes sur cessions d'activités	-	(7,9)
Autres produits et charges d'exploitation	14,9	5,6
Total autres produits et charges d'exploitation	16,1	(16,6)

Note 7 Impôt sur le résultat

La charge d'impôt sur les résultats consolidés s'élève à 97,1 millions d'euros au premier semestre 2021, contre 24,3 millions d'euros au premier semestre 2020.

Le taux effectif d'impôt (TEI), représentant la charge d'impôt divisée par le montant du résultat avant impôt, représente 31,4 % au premier semestre 2021 contre - 373,8 % au premier semestre 2020.

Le TEI ajusté est de 32,2 %, en baisse de 5,7 points par rapport au premier semestre 2020. Il correspond au TEI corrigé de l'effet d'impôt sur les éléments d'ajustements décrits dans la Note 4 – Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS. La baisse observée résulte principalement de l'effet mécanique de la hausse du résultat avant impôt sur l'impact des coûts fiscaux non directement calculés sur le résultat taxable, notamment retenues à la sources et contributions sur la valeur ajoutée (France et Italie), mais aussi de la baisse du taux d'impôt et de la contribution sur la valeur ajoutée en France.

Note 8 Écarts d'acquisition

Évolution des écarts d'acquisition au 30 juin 2021

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2021	S1 2020
Valeur brute	2 085,9	2 217,6
Pertes de valeur	(143,0)	(142,5)
Écarts d'acquisition au 1er janvier	1 942,9	2 075,1
Acquisitions d'activités consolidées de la période	18,8	1,1
Écarts de conversion et autres mouvements	56,0	(67,1)
Écarts d'acquisition au 30 juin	2 017,7	2 009,1
Valeur brute	2 160,9	2 149,8
Pertes de valeur	(143,2)	(140,7)
ÉCARTS D'ACQUISITION AU 30 JUIN	2 017,7	2 009,1

Évolution

Les acquisitions réalisées lors du premier semestre 2021 ont généré une augmentation de 18,8 millions d'euros du poste Écarts d'acquisition. Le principal écart d'acquisition concerne Secura B.V. et s'élève à 12,4 millions d'euros. Il est affecté à l'Unité Génératrice de Trésorerie (UGT) Certification.

Méthodologie

La valeur nette comptable des écarts d'acquisition est revue au minimum une fois par an dans le processus de clôture annuelle. Ces écarts d'acquisition sont soumis à des tests de dépréciation. À cette fin, ils sont affectés à des UGT.

Au 30 juin 2021, l'approche retenue pour vérifier la valeur nette comptable des écarts d'acquisition a consisté à revoir la performance à fin juin et celle attendue sur l'année complète par rapport au budget afin de s'assurer que les tests réalisés lors de la clôture annuelle des comptes 2020 étaient toujours concluants.

Résultats

Les analyses menées au 30 juin 2021 permettent de confirmer la valeur des écarts d'acquisition au bilan du Groupe.

Note 9 Acquisitions et cessions

Acquisitions de la période

Au cours de l'exercice 2021, le Groupe a réalisé les acquisitions suivantes :

ACQUISITION À 100 %

Avril	HDAА Australia Pty Ltd	Certification	Australie
-------	------------------------	---------------	-----------

ACQUISITIONS INFÉRIEURES À 100 %

Mois d'acquisition	Nom de la Société	Activité	Pourcentage acquis	Pays
Janvier	Secura B.V.	Certification	60,0%	Pays-Bas
Mars	Bureau Veritas Bradley Group	Industrie	70,0%	États-Unis

Pour déterminer le montant de l'écart d'acquisition relatif à ces acquisitions, la méthode du *goodwill* partiel a été appliquée pour laquelle les intérêts minoritaires sont évalués sur la base de leur quote-part dans la juste valeur des actifs nets identifiables acquis.

L'affectation du prix des acquisitions 2021 aux actifs, passifs et passifs éventuels identifiables a été réalisée à la clôture de l'exercice, sur la base des informations et des évaluations provisoires disponibles à cette date.

Le tableau ci-après est déterminé avant l'affectation finale du prix des acquisitions du premier semestre 2021 :

(en millions d'euros)	S1 2021		S1 2020	
Prix des activités acquises		30,7		1,7
Actifs et passifs acquis	Valeur nette comptable	Juste valeur	Valeur nette comptable	Juste valeur
Total des actifs et passifs acquis	(3,1)	11,9	(1,8)	0,6
ÉCARTS D'ACQUISITION		18,8		1,1

L'existence d'un écart d'acquisition résiduel non affecté est attribuable principalement au capital humain des sociétés acquises et aux synergies importantes attendues de ces acquisitions.

L'impact des acquisitions sur la trésorerie de l'exercice est le suivant :

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2021	S1 2020
Prix des activités acquises	(30,7)	(1,7)
Trésorerie des sociétés acquises	2,6	0,1
Décaissements sur acquisitions antérieures	(7,4)	(15,3)
IMPACT DES ACTIVITÉS ACQUISES SUR LA TRÉSORERIE	(35,5)	(16,9)

Le montant de (35,9) millions d'euros figurant sur la ligne « Acquisitions de filiales » du tableau consolidé des flux de trésorerie comprend pour (0,4) million d'euros des frais d'acquisition.

Compléments de prix non décaissés

Des compléments de prix relatifs à des acquisitions antérieures au 1^{er} juillet 2020 et non encore décaissés ont été réévalués au 30 juin 2021. L'impact net sur le compte de résultat est un produit de 4,6 millions d'euros (montant non significatif au 30 juin 2020).

Déconsolidation / Cession

Aucune cession significative n'est intervenue au cours du premier semestre 2021.

Note 10 Capital souscrit

Augmentations de capital

À la suite de l'exercice de 676 202 stock-options, le Groupe a procédé à une augmentation de capital pour un montant de 0,1 million d'euros en capital et 14,0 millions d'euros en prime d'émission.

Capital social

Le nombre total d'actions composant le capital au 30 juin 2021 est de 452 901 294 actions.

Il était de 452 225 092 actions au 31 décembre 2020. Toutes les actions ont une valeur nominale de 0,12 euro et sont entièrement libérées.

Actions propres

Au 30 juin 2021, le Groupe possède 1 191 027 actions auto-détenues dont la valeur comptable est inscrite en diminution des capitaux propres.

Note 11 Paiements en actions

Descriptif des plans d'options d'achats d'actions

Attribution de la période

Par décision du Conseil d'administration le 25 juin 2021, le Groupe a attribué à certains de ses salariés et au mandataire social 1 214 700 options de souscription ou d'achat d'actions. Le prix d'exercice des options est un montant fixe de 26,06 euros.

Les attributions sont subordonnées à l'accomplissement de 3 années de service ainsi qu'à la réalisation d'objectifs internes de performance opérationnels de 2021, 2022 et 2023. Les options sont d'une durée de 10 ans après la date d'octroi.

Évaluation

La juste valeur unitaire des options attribuées durant le semestre ressort à 4,1 euros. Cette juste valeur a été déterminée à l'aide du modèle d'options de Black-Scholes, selon les principales hypothèses suivantes :

- volatilité attendue de l'action de 23,0 % ;
- rendement du dividende de 2,4 % ;
- durée anticipée de l'option de 6 ans ;
- taux d'intérêt sans risque de - 0,28 %, déterminé à partir des emprunts d'état sur la durée anticipée de l'option.

Le nombre d'options à acquérir au titre de l'ensemble des plans est estimé selon un taux d'attrition de 1 % par an (premier semestre 2020 : 1 %). Les plans de juin 2019 et juin 2020 attribuant des options d'achat d'actions étaient subordonnés à la réalisation d'objectifs internes de performance opérationnels relatifs aux exercices 2020 et 2021. Ces objectifs ont été modifiés par décision des conseils d'administration du 28 juillet 2020 et du 24 février 2021. L'objectif 2020 modifié a été atteint à 100 %.

Descriptif des plans d'attribution d'actions de performance

Attribution de la période

Par décision du Conseil d'administration en date du 25 juin 2021, le Groupe a attribué à certains de ses salariés et au mandataire social 1 147 160 actions de performance. Les attributions sont subordonnées à l'accomplissement de 3 années de service ainsi qu'à la réalisation d'objectifs internes de performance opérationnels de 2021, 2022 et 2023.

Évaluation

La juste valeur unitaire des actions attribuées à certains salariés et au mandataire social durant le premier semestre 2021 ressort à 25,1 euros. Cette juste valeur a été déterminée à l'aide du modèle d'options de Black-Scholes, selon les principales hypothèses suivantes :

- prix de l'action à la date d'attribution ;
- rendement du dividende de 2,1 %.

Le nombre d'actions à acquérir au titre de l'ensemble des plans attribués à certains salariés et au mandataire social est estimé selon un taux d'attrition de 5 % par an (premier semestre 2020 : 5 %). Le nombre d'actions à acquérir au titre du plan attribué au mandataire social est estimé selon un taux d'attrition de 0 % par an (premier semestre 2020 : 0 %). Les plans de juin 2019 et juin 2020 attribuant des actions de performance étaient subordonnés à la réalisation d'objectifs internes de performance opérationnels relatifs aux exercices 2020 et 2021. Ces objectifs ont été modifiés par décision des conseils d'administration du 28 juillet 2020 et du 24 février 2021. L'objectif 2020 modifié a été atteint à 100 %.

Impacts dans les comptes semestriels

Au premier semestre 2021, la charge nette totale relative aux paiements en actions comptabilisée par le Groupe s'élève à 11,7 millions d'euros (premier semestre 2020 : 10,4 millions d'euros) :

- la charge relative aux stock-options comptabilisée par le Groupe s'élève à 1,1 million d'euros (premier semestre 2020 : 1,3 million d'euros).
- la charge relative aux actions de performance attribuées par le Groupe s'élève à 10,6 millions d'euros (premier semestre 2020 : 9,1 millions d'euros).

Note 12 Dette financière

(en millions d'euros)	Total	Moins d'1 an	Entre 1 et 2 ans	Entre 2 et 5 ans	Plus de 5 ans
Au 30 juin 2021					
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (+ 1 an)	700,0	-	69,3	(3,8)	634,5
Émission Obligataire	1 700,0	-	-	1 000,0	700,0
DETTE FINANCIÈRE NON COURANTE	2 400,0	-	69,3	996,2	1 334,5
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	25,3	25,3	-	-	-
Émission Obligataire	-	-	-	-	-
Concours bancaires	6,4	6,4	-	-	-
DETTE FINANCIÈRE COURANTE	31,7	31,7	-	-	-
Au 31 Décembre 2020					
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (+ 1 an)	676,2	-	(1,7)	63,9	614,0
Émission Obligataire	1 700,0	-	-	1 000,0	700,0
DETTE FINANCIÈRE NON COURANTE	2 376,2	-	(1,7)	1 063,9	1 314,0
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	43,0	43,0	-	-	-
Émission Obligataire	500,0	500,0	-	-	-
Concours bancaires	7,5	7,5	-	-	-
DETTE FINANCIÈRE COURANTE	550,5	550,5	-	-	-

Les principales caractéristiques et sources de financement sont décrites dans la section 1.4.2 – Financement du rapport d'activité semestriel.

Le montant de la dette financière brute a diminué de 495,0 millions d'euros entre le 31 décembre 2020 et le 30 juin 2021 pour atteindre 2 431,7 millions d'euros.

Cette diminution s'explique principalement par le remboursement de l'émission obligataire d'un montant de 500 millions d'euros en janvier 2021.

Ratios d'endettement

Certains financements du Groupe sont soumis au respect de ratios définis contractuellement, applicables aux périodes de test du 31 décembre et au 30 juin.

En juin 2020, le Groupe avait obtenu une dérogation de ses partenaires bancaires et investisseurs *US Private Placement* (« *USPP* ») pour l'assouplissement (« *waiver* ») de ces ratios bancaires pour les tests du 30 juin 2020, 31 décembre 2020 et 30 juin 2021. En mai 2021, le Groupe est sorti par anticipation de l'amendement négocié avec les investisseurs *USPP* permettant de revenir aux ratios bancaires initiaux.

Au 30 juin 2021, tous ces engagements étaient respectés. Ces engagements peuvent être résumés ainsi :

- le premier ratio est défini comme le rapport entre la dette financière nette ajustée sur l'EBITDA consolidé (Résultat avant intérêts, impôts, amortissements et provisions) ajusté des 12 derniers mois de toute entité acquise, et doit être inférieur à 3,5x. Au 30 juin 2021, ce ratio s'élevait à 1,30 ;
- le second ratio représente l'EBITDA consolidé (Résultat avant intérêts, impôts, amortissements et provisions) ajusté des 12 derniers mois de toute entité acquise sur les charges financières nettes du Groupe et il doit être supérieur à 5,5x. Au 30 juin 2021, ce ratio s'élevait à 13,13.

Répartition par devise

La décomposition par devise de la dette financière brute hors concours bancaires se présente comme suit :

<i>Devise d'emprunt (en millions d'euros)</i>	Jun 2021	Décembre 2020
Dollar US (USD)	635,5	623,2
Euro (EUR)	1 709,9	2 227,0
Autres Devises	79,9	69,0
TOTAL	2 425,3	2 919,2

Répartition taux fixe / taux variable

Au 30 juin 2021, la dette financière brute hors concours bancaires se répartit comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	Jun 2021	Décembre 2020
Taux fixe	2 420,5	2 913,6
Taux variable	4,8	5,6
TOTAL	2 425,3	2 919,2

Les dates contractuelles de révision des taux variables sont inférieures ou égales à 6 mois. Le taux de référence utilisé est l'Euribor pour les financements à taux variable en euros.

Les taux d'intérêt effectifs (TIE) sont proches des taux faciaux pour tous les programmes de financement.

Indicateur financier non défini par les normes IFRS

Dans le cadre de sa communication externe sur la dette financière, le Groupe utilise comme indicateur la **dette financière nette ajustée**. Cet indicateur non défini par les normes IFRS est déterminé selon la définition issue des ratios bancaires du Groupe :

<i>(en millions d'euros)</i>	Jun 2021	Décembre 2020
Dette financière non courante	2 400,0	2 376,2
Dette financière courante	31,7	550,5
DETTE FINANCIÈRE BRUTE	2 431,7	2 926,7
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(1 267,6)	(1 594,5)
DETTE FINANCIÈRE NETTE	1 164,1	1 332,2
Instruments de couverture de devises (selon ratios bancaires)	1,3	(3,1)
DETTE FINANCIÈRE NETTE AJUSTÉE	1 165,4	1 329,1

Note 13 Garanties et cautions données

Les garanties et cautions données par le Groupe au 30 juin 2021 n'ont pas varié de manière significative par rapport à celles présentées dans la Note 32 – Engagements hors bilan et nantissements du Document d'enregistrement universel 2020.

Note 14 Provisions pour risques et charges

<i>(en millions d'euros)</i>	Décembre 2020	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Effet de l'actualisation	Variations de périmètre	Écarts de conversion et autres mouvements	Jun 2021
Provisions pour litiges sur contrats	39,8	5,4	(2,3)	(3,0)	0,4	-	0,3	40,6
Autres provisions pour risques et charges	52,7	10,9	(4,2)	(5,8)	-	-	1,2	54,8
TOTAL PROVISIONS	92,5	16,3	(6,5)	(8,8)	0,4	-	1,5	95,4

Provisions pour litiges sur contrats

Les provisions pour litiges sur contrats inscrites au bilan au 30 juin 2021 prennent en compte les principaux litiges présentés à la section 1.5 – Description des principaux risques et incertitudes pour les 6 mois restant de l'exercice du rapport d'activité.

Sur la base des garanties d'assurance disponibles et/ou des provisions comptabilisées par le Groupe, et en l'état des informations connues à ce jour, le Groupe estime que ces sinistres n'auront pas d'impact défavorable significatif sur les états financiers consolidés.

Autres provisions pour risques et charges

Le poste « Autres provisions pour risques et charges » inclut les provisions pour restructurations, les provisions pour pertes à terminaison, ainsi que d'autres provisions dont le montant pris individuellement est non significatif.

Il n'existe pas d'autres enquêtes ou procédures gouvernementales, administratives, judiciaires ou d'arbitrage (y compris toute procédure dont le Groupe a eu connaissance, qui soit en suspens ou dont le Groupe soit menacé) susceptibles d'avoir ou ayant eu, au cours des six derniers mois, des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité du Groupe.

Note 15 Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité

La variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité s'élève à (68,5) millions d'euros au 30 juin 2021 contre 113,7 millions d'euros au 30 juin 2020.

Elle se ventile comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2021	S1 2020
Créances clients et actifs sur contrats	(45,8)	123,2
Fournisseurs et comptes rattachés	6,7	(5,0)
Autres débiteurs et créditeurs	(29,5)	(4,5)
VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT LIÉ À L'ACTIVITÉ	(68,5)	113,7

Note 16 Résultat par action

Résultat de base

Le résultat de base par action est calculé en divisant le bénéfice net revenant aux actionnaires de la Société par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice.

	S1 2021	S1 2020
Résultat net revenant aux actionnaires de la Société (en milliers d'euros)	196 927	(34 069)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	449 836	448 056
RÉSULTAT DE BASE PAR ACTION (€)	0,44	(0,08)

Résultat dilué

Le résultat dilué par action est calculé en augmentant le nombre moyen pondéré d'actions en circulation du nombre d'actions qui résulterait de la conversion de tous les instruments financiers ayant un effet potentiellement dilutif.

La Société possède deux catégories d'instruments ayant un effet potentiellement dilutif : des options sur actions et des actions de performance.

	S1 2021	S1 2020
Résultat net revenant aux actionnaires de la Société (en milliers d'euros)	196 927	(34 069)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires utilisé pour le calcul du résultat dilué par action (en milliers)	454 049	451 553
RÉSULTAT DILUÉ PAR ACTION (€)	0,43	(0,08)

Note 17 Dividende par action

L'Assemblée générale mixte s'est réunie à huis clos le 25 juin 2021.

Toutes les résolutions soumises au vote de l'Assemblée Générale ont été adoptées, parmi lesquelles l'approbation du versement d'un dividende de 0,36 euro par action à payer en numéraire le 7 juillet 2021.

Note 18 Information complémentaire sur les instruments financiers

Le tableau suivant présente, par catégorie d'instruments financiers selon IFRS 9, les valeurs comptables, leur décomposition par type de valorisation et leur juste valeur à la clôture de chaque exercice :

(en millions d'euros)	Valeur au bilan	Coût amorti	Mode de valorisation au bilan selon la norme IFRS 9		Juste valeur
			Juste valeur par capitaux propres	Juste valeur par compte de résultat	
Au 30 Juin 2021					
Actifs financiers					
Autres actifs financiers	121,3	119,3	-	2,0	121,3
Instruments financiers dérivés	4,1	-	-	4,1	4,1
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 267,6	-	-	1 267,6	1 267,6
<i>Sicav monétaires</i>	379,2			379,2	379,2
<i>Trésorerie</i>	888,4			888,4	888,4
<i>Niveau 1</i>				1 267,6	1 267,6
<i>Niveau 2</i>				6,1	6,1
<i>Niveau 3</i>					
Passifs financiers					
Dettes financières	2 431,7	2 431,7	-	-	2 538,2
Autres passifs financiers	333,0	204,9	128,1	-	333,0
Dettes financières de location	406,1	406,1	-	-	406,1
Instruments financiers dérivés	5,3	-	-	5,3	5,3
<i>Niveau 1</i>					
<i>Niveau 2</i>			128,1	5,3	133,4
<i>Niveau 3</i>					
Au 31 Décembre 2020					
Actifs financiers					
Autres actifs financiers	122,7	121,1	-	1,6	122,7
Instruments financiers dérivés	6,7	-	-	6,7	6,7
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 594,5	-	-	1 594,5	1 594,5
<i>Sicav monétaires</i>	524,0			524,0	524,0
<i>Trésorerie</i>	1070,5			1070,5	1070,5
<i>Niveau 1</i>				1594,5	1594,5
<i>Niveau 2</i>				8,3	8,3
<i>Niveau 3</i>					
Passifs financiers					
Dettes financières	2 926,7	2 926,7	-	-	3 013,3
Autres passifs financiers	145,5	54,8	90,7	-	145,5
Dettes financières de location	419,7	419,7	-	-	419,7
Instruments financiers dérivés	3,6	-	-	3,6	3,6
<i>Niveau 1</i>					
<i>Niveau 2</i>			90,7	3,6	94,3
<i>Niveau 3</i>					

Au 30 juin 2021, le risque de conversion, le risque de change opérationnel, le risque de change financier ainsi que le risque de taux d'intérêt sont les mêmes que ceux décrits dans la Note 33 – Information complémentaire sur les instruments financiers de la section 6.6 – Notes annexes aux comptes consolidés du Document d'enregistrement universel 2020.

Analyse de sensibilité au risque de change opérationnel

Pour les activités du Groupe qui s'exercent sur des marchés locaux, les recettes et les coûts sont exprimés pour l'essentiel en devise locale. Pour les activités du Groupe liées à des marchés globalisés, une partie du chiffre d'affaires est libellée en dollar américain.

La part du chiffre d'affaires consolidé sur le premier semestre 2021 libellée en dollar américain dans les pays dont la devise fonctionnelle diffère du dollar américain ou des devises corrélées au dollar américain s'élève à 8 %.

Ainsi, une variation de 1 % du dollar américain contre toutes devises aurait un impact de 0,08 % sur le chiffre d'affaires consolidé du Groupe.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est essentiellement généré par des éléments d'actif et de passif portant intérêt à taux variable. La politique du Groupe à cet égard consiste à limiter l'impact de la hausse des taux d'intérêt et permet d'avoir recours au besoin à des instruments dérivés de taux.

Le Groupe suit mensuellement son exposition au risque de taux et apprécie le niveau des couvertures mises en place ainsi que leur adaptation au sous-jacent. Sa politique consiste, en tout état de cause, à ne pas être exposé au risque d'augmentation des taux d'intérêt pour une part supérieure à 60 % de la dette nette consolidée. Ainsi, le Groupe est susceptible de conclure des accords de *swaps*, tunnels ou autres instruments de façon à se conformer aux objectifs fixés. Les instruments utilisés sont de nature non spéculative. Au 30 juin 2021, le Groupe ne dispose pas de couverture de taux.

Au 30 juin 2021, compte tenu de la position nette à taux variable après couverture, le Groupe estime qu'une augmentation de 1 % des taux d'intérêt à court terme dans toutes les devises entraînerait une augmentation des produits d'intérêt du Groupe de l'ordre de 12,6 millions d'euros.

La dette supérieure à 5 ans est à taux fixe (1 334 millions d'euros). Au 30 juin 2021, 99 % de la dette brute consolidée du Groupe était à taux fixe.

Note 19 Transactions avec les parties liées

Au 30 juin 2021, les parties liées ainsi que la nature des transactions avec les parties liées sont identiques à celles décrites dans la Note 34 – Transactions avec les parties liées de la section 6.6 – Notes annexes aux comptes consolidés du Document d'enregistrement universel 2020.

Note 20 Événement postérieur à la clôture

Néant.

Note 21 Périmètre de consolidation

En dehors des sociétés acquises durant la période, mentionnées dans la Note 9 – Acquisitions et cessions, il n'y a pas de changement significatif dans la liste des sociétés consolidées par intégration globale au 30 juin 2021 par rapport à celle figurant dans la Note 37 – Périmètre de consolidation de la section 6.6 – Notes annexes aux comptes consolidés du Document d'enregistrement universel 2020.

Au 30 juin 2021, les sociétés consolidées par mise en équivalence sont les mêmes que celles figurant dans la Note 37 – Périmètre de consolidation de la section 6.6 – Notes annexes aux comptes consolidés du Document d'enregistrement universel 2020.

2.3. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION SEMESTRIELLE 2021 (PERIODE DU 1ER JANVIER AU 30 JUIN 2021)

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Bureau Veritas, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre de nos travaux.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La-Défense, le 28 juillet 2021

Les Commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

François Guillon

ERNST & YOUNG Audit

Nour-Eddine Zanouda

3. DÉCLARATION DES PERSONNES RESPONSABLES DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé figurant au Chapitre 2 – États financiers consolidés résumés au 30 juin 2021 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité figurant au Chapitre 1 – Rapport semestriel d'activité au 30 juin 2021 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes consolidés au 30 juin 2021, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice 2021.

Neuilly-sur-Seine, le 29 juillet 2021

Didier Michaud-Daniel
Directeur Général de Bureau Veritas



Shaping a World of Trust*

Immeuble Newtime, 40/52, Boulevard du Parc – 92200 Neuilly-sur-Seine – France
Tél. : +33 (0)1 55 24 70 00 – Fax : +33 (0)1 55 24 70 01 – www.bureauveritas.com

**Bâtir un monde de confiance*